

# RAPPORT SEMESTRIEL 2014

COMPTES CONSOLIDÉS  
AU 30 JUIN 2014  
NORMES IFRS

**MEDICREA**<sup>®</sup>  
IMPROVE EVERY DAY | IMPROVE EVERY MOVE

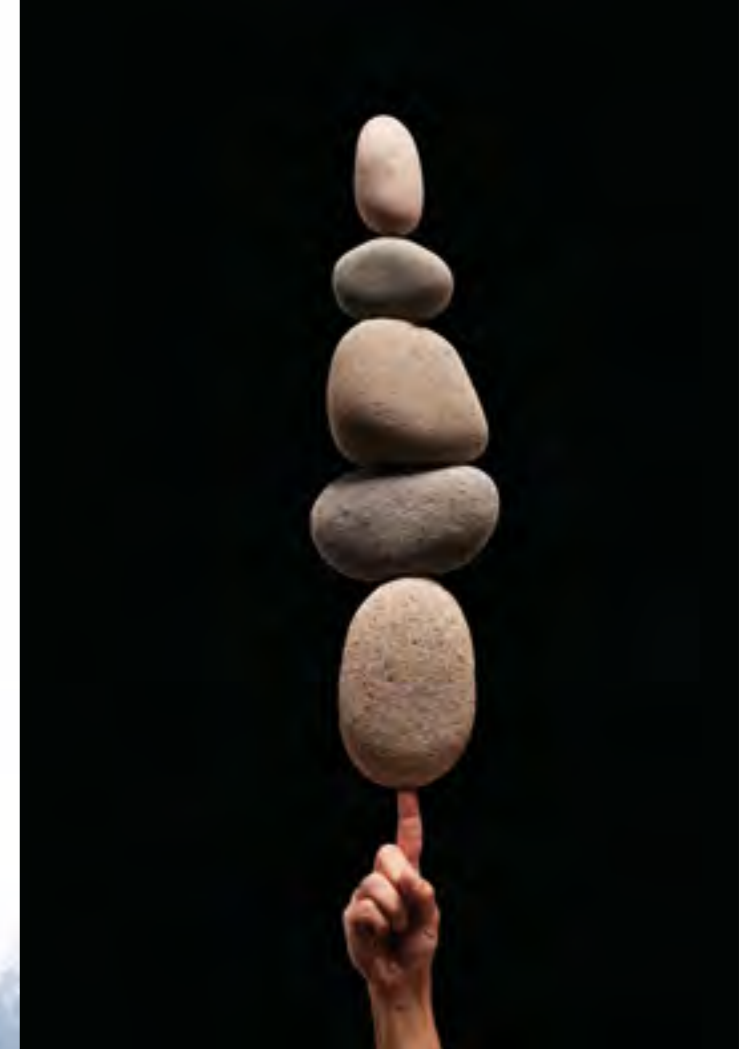
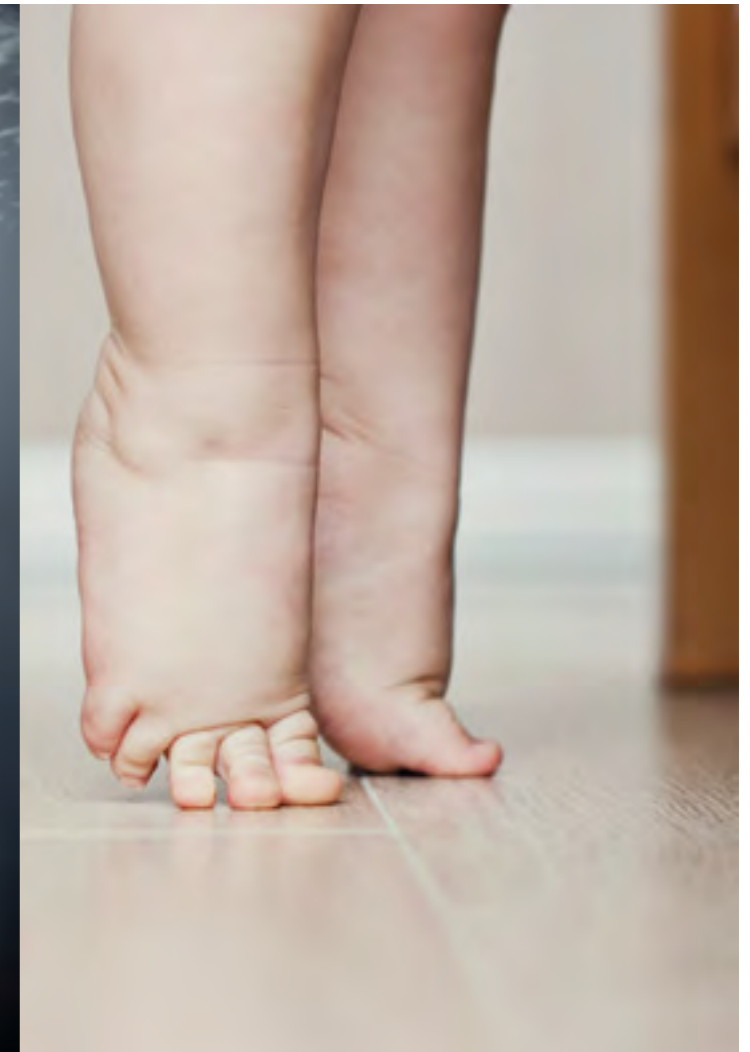
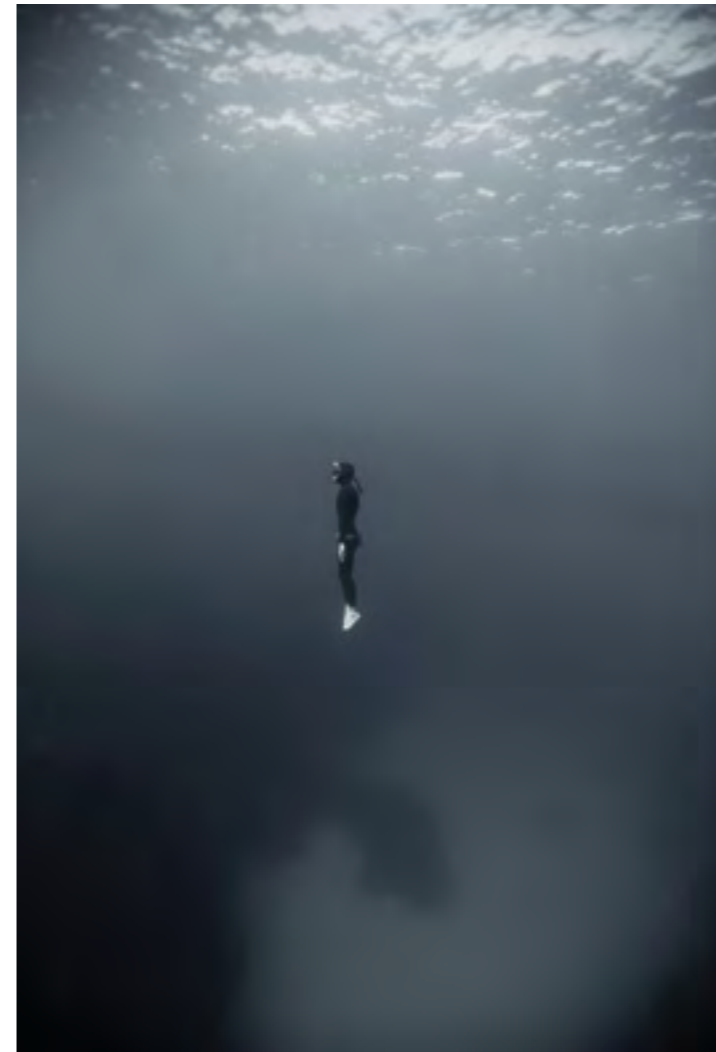
SAGITTAL CODE

MEDICREA EST SPÉCIALISÉ DANS LA  
CONCEPTION, LE DÉVELOPPEMENT,  
LA FABRICATION ET LA  
COMMERCIALISATION D'IMPLANTS  
ORTHOPÉDIQUES DESTINÉS  
EXCLUSIVEMENT À LA CHIRURGIE  
DE LA COLONNE VERTÉBRALE.

# (IM)PROVE

[medicrea.com](https://www.medicrea.com)

Designing for the most complex  
and extreme spinal indications



# SOM MAI RE

THE PATIENT-SPECIFIC ROD  
A NEW ERA IN SPINAL SURGERY

NO  
THING  
IS  
IMP  
OSS  
IBLE

# SOM MAI RE

- 1** CHIFFRES CLES ET FAITS MARQUANTS
- 2** RAPPORT D'ACTIVITÉ
- 3** ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2014
- 4** NOTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2014
- 5** VIE BOURSIÈRE

5

9

18

23

87

# CHIFFRES CLÉS & FAITS MARQUANTS

## 1. CHIFFRES CLÉS AU 30 JUIN 2014

En milliers d'euros	30.06.2014 IFRS	30.06.2013 IFRS
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>11 855</b>	<b>11 885</b>
<b>RESULTAT OPERATIONNEL AVANT PAIEMENT EN ACTION</b>	<b>190</b>	<b>698</b>
<b>RESULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>(51)</b>	<b>182</b>
<b>Résultat net par action (en euros)</b>	<b>(0,01)</b>	<b>0,02</b>
<b>Résultat net dilué par action (en euros)</b>	<b>(0,01)</b>	<b>0,02</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>13 153</b>	<b>12 950</b>
<b>ENDETTEMENT NET</b>	<b>3 473</b>	<b>3 388</b>
<b>Effectif</b>	<b>121</b>	<b>102</b>

## 2. FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE

Le 1er semestre a été marqué par le lancement de deux innovations majeures dans la chirurgie de la colonne vertébrale avec d'une part les tiges UNiD™ pré-courbées réalisées sur mesure pour chaque patient, et d'autre part la première implantation au monde d'une cage d'ostéosynthèse intersomatique lombaire de type ALIF produite sur mesure en PEKK par une imprimante 3D et reproduisant très exactement les détails anatomiques des plateaux vertébraux.

UNiD™ est une solution complète incluant une application logicielle et une cellule d'assistance en temps réel donnant la possibilité aux chirurgiens d'analyser, de planifier, de dessiner et de commander en amont de la chirurgie, les tiges pré-courbées

sur mesure permettant de parfaitement exécuter leur planning opératoire et restaurer très précisément l'équilibre sagittal spécifique à chaque patient. Cette technologie permet d'éliminer la dernière étape artisanale et approximative de cintrage manuel des tiges par le chirurgien au bloc pendant l'opération. La tige pré-courbée sur mesure UNiD™ est un implant universel disponible dans les 2 alliages et les 2 diamètres standards du marché mondial. Elle s'insère dans la gamme d'implants composant le système de fixation thoraco-lombaire PASS@LP.

Les cages UNiD™ ALIF sont réalisées à partir de fichiers numériques 3D résultant de l'extraction et du traitement des images scanner préopératoires selon un processus développé en interne par les équipes de recherche. Les méthodes de design, d'enregistrement réglementaire et de production mises en œuvre ouvrent la porte à de nouveaux développements de dispositifs implantables reproduisant strictement à l'identique des éléments de la colonne vertébrale qui devraient être renforcés ou remplacés par des composants artificiels imprimés en 3 dimensions en polymères implantables ou en titane.

**Le Groupe est ainsi devenu pionnier et leader mondial dans la fabrication d'implants sur mesure pour la chirurgie personnalisée du rachis.**

Sur le plan financier, les faits marquants de la période se résument comme suit :

- Chiffre d'affaires semestriel de 11,9 millions d'euros stable par rapport au 1er semestre 2013. Forte progression de l'activité aux Etats-Unis (+ 20 %) et en France (+ 30 %), pénalisée par le renforcement du dollar vis à vis de l'euro et les difficultés d'importations douanières rencontrées sur le marché brésilien
- 56 % des ventes totales réalisées aux Etats-Unis
- Amélioration de la marge brute de 2 points à 81 %, sous l'effet de la croissance des ventes aux Etats-Unis et de l'optimisation des coûts de revient industriels
- Baisse du résultat opérationnel avant paiement en actions à 0,2 million d'euros, liée à une hausse des investissements commerciaux et marketing depuis le début de l'exercice
- Résultat opérationnel avant amortissements et provisions (EBITDA) de 1,5 millions d'euros
- Dégagement d'une trésorerie positive liée aux activités opérationnelles de 1,2 millions d'euros

# RAPPORT D'ACTIVITÉ

## 1. EVOLUTION DE L'ACTIVITÉ

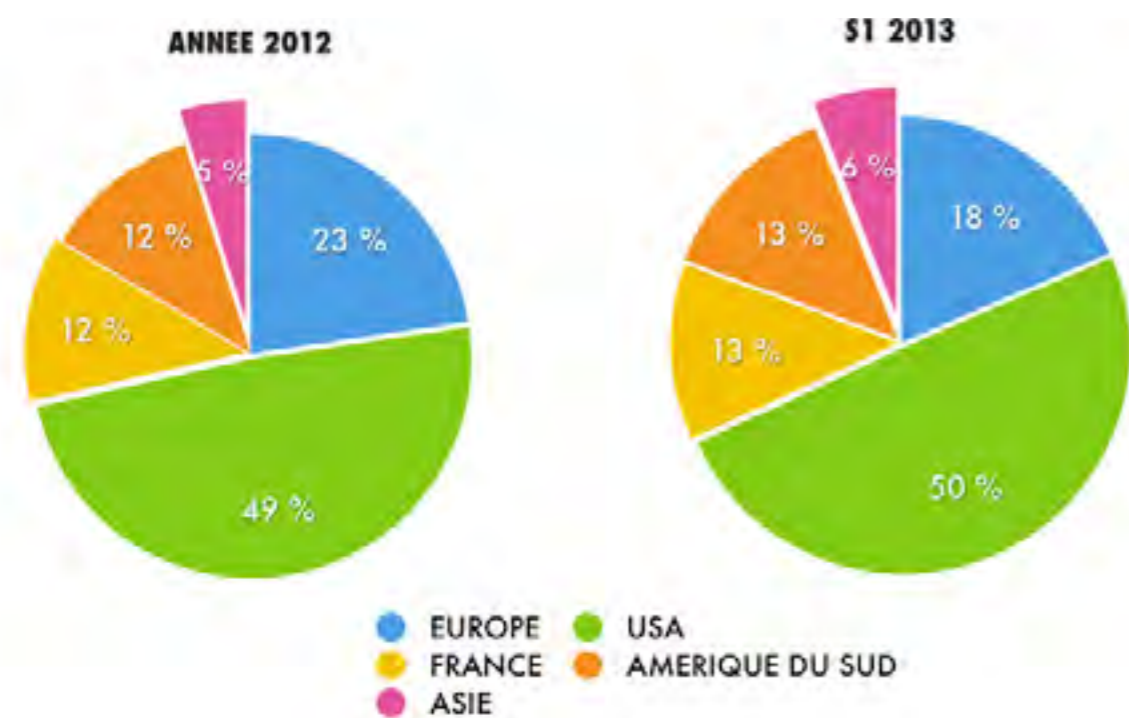
MEDICREA a réalisé sur le 1er semestre 2014 un chiffre d'affaires de 11,9 millions d'euros, stable par rapport à la même période en 2013. Le Groupe enregistre une nouvelle progression significative de ses ventes aux Etats-Unis, son marché prioritaire de développement. En dollars, la hausse s'établit à presque 20 % par rapport au 1er semestre 2013. Au 30 juin 2014, les ventes aux Etats-Unis représentent 56 % des ventes totales du Groupe. En France, le chiffre d'affaires connaît une forte accélération sur la période. Les ventes affichent une hausse de plus de 36 % sur le semestre, stimulées par un engouement fort autour du concept d'implants sur mesure UNiD™ permettant le référencement de nouveaux centres hospitaliers prestigieux.

Hors France et Etats-Unis, l'intégration en mai 2014 d'un nouveau Directeur Commercial et d'une équipe de 4 responsables de zone export devraient permettre de redynamiser les ventes qui ont sensiblement chuté sur le premier semestre 2014, notamment suite à des difficultés d'importation douanières sur le marché brésilien. En Europe, la situation se stabilise après deux années de baisses tarifaires imposées par les réformes des systèmes publics de santé.

MEDICREA s'est focalisée aux Etats-Unis sur le segment des chirurgies complexes de la colonne vertébrale grâce à son système de fixation thoraco-lombaire PASS®LP, qui représente plus de 90 % de ses ventes et avec lequel la société parvient à prendre des parts de marché à ses concurrents. La gamme s'est élargie en début d'année suite à l'homologation par la FDA du PASSOCT®, système de fixation occipito-cervi-

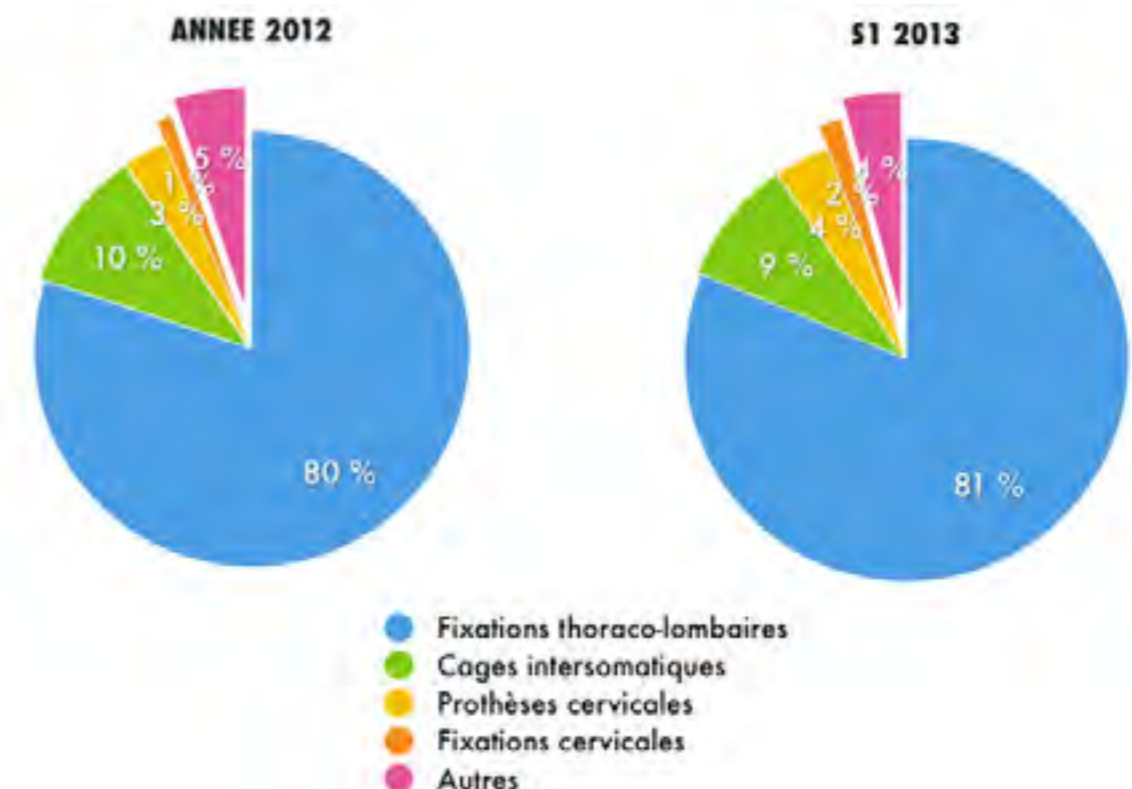
cale étendant les montages jusqu'à la base du crâne. MEDICREA USA prépare le lancement stratégique des tiges UNiD™ sur mesure dans l'attente de leur homologation par la FDA espérée avant la fin de l'année 2014.

Au 30 juin 2014, la contribution des 3 filiales de commercialisation au chiffre d'affaires Groupe s'élève à 77 %, comparée à 75 % pour l'ensemble de l'année 2013. La répartition de l'activité par zones géographiques évolue comme suit :



Le Groupe réalise une part importante de son chiffre d'affaires avec le système de fixation thoraco-lombaire PASS@LP, complété récemment par les lancements commerciaux d'une version mini invasive, d'un implant autorisant la fixation de tiges sur les vertèbres grâce à une technique de laçage et d'un système occipito-cervical. Par produits, les ventes se répartissent comme suit au 30 juin 2014, la contribution des deux nouvelles innovations lancées dans la chirurgie sur mesure de la colonne verté-

brale ayant peu d'impact significatif sur l'exercice 2014 :



Le Groupe enregistre sur le 1er semestre 2014 un résultat opérationnel positif avant paiement en actions de 0,2 million d'euros, contre 0,7 million d'euros sur le 1er semestre 2013. Depuis le début de l'année, MEDICREA a engagé une nouvelle phase beaucoup plus offensive de son développement, qui doit lui permettre d'augmenter ses ventes à un rythme soutenu, en continuant à investir dans sa force commerciale aux Etats-Unis et en déployant une équipe de vente internationale qui sera totalement opérationnelle au cours du 2ème semestre.

Ces actions s'accompagnent également d'une hausse des investissements en recherche et développement et en marketing, ce qui a réduit la profitabilité par rapport au 1er semestre de l'exercice 2013, avec un point mort d'exploitation désormais compris entre 1,9 et 2 millions d'euros de chiffre d'affaires par mois.

La marge brute continue de progresser, s'établissant à 81 % en hausse de 2 points par rapport au 1er semestre 2013, principalement sous l'effet de la croissance des ventes aux Etats-Unis (56 % des ventes totales sur le 1er semestre 2014 comparés à 49 % lors de la même période en 2013) et de l'optimisation des coûts de revient industriels.

Le Groupe poursuit le renouvellement de son parc machines avec le remplacement régulier de tours à commandes numériques totalement amortis par des machines nouvelles plus performantes. Cette adaptation de l'outil industriel se fait à structure quasi constante, et les capacités de production supplémentaires dégagées permettent d'accélérer la reprise en interne des opérations auparavant sous-traitées et de poursuivre la baisse des prix de revient.

Hormis les commissions qui concernent exclusivement les ventes indirectes réalisées par les agents aux Etats-Unis et qui sont directement proportionnelles au chiffre d'affaires, les dépenses commerciales et de marketing sont essentiellement composées de salaires et de charges sociales. Elles augmentent de 11 % par rapport au 1er semestre 2013 sous l'effet des nouveaux recrutements réalisés au sein de MEDICREA USA et de la mise en place d'une nouvelle équipe de ventes internationales.

Les frais administratifs sont en hausse de 10 % par rapport au 1er semestre 2013. Le Groupe étoffe ses structures informatiques avec le recrutement d'un Directeur des systèmes d'informations et la mise en place d'un nouveau système de gestion qui devrait être opérationnel en fin d'année.

Le résultat opérationnel après paiement en actions s'élève à 0,2 million d'euros au 30 juin 2014, contre 0,7 million d'euros sur le 1er semestre 2013. Les charges liées aux stock-options et actions gratuites sont en nette baisse, le Groupe n'ayant plus procédé à des attributions significatives d'instruments en capital depuis juin 2011.

Le coût de l'endettement financier est composé des intérêts sur la dette et des commissions versées aux organismes qui ont garanti les financements. Les autres charges et produits financiers comprennent essentiellement les pertes et gains de change.

La charge d'impôt résulte majoritairement de l'utilisation des déficits reportables de la filiale américaine inscrits à l'actif du bilan et des variations relatives aux autres impôts différés. Hormis certaines taxes fédérales américaines et l'impôt minimum dû aux Etats Unis même en l'absence de résultat imposable, la charge d'impôt ne donne pas encore lieu à décaissement de trésorerie.

Après prise en compte de ces différents éléments, le résultat net du semestre est légèrement négatif contre un profit de 0,2 million d'euros sur la même période de l'exercice précédent.



## 2. ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE FINANCIÈRE

Les changements dans l'évolution de la structure bilancielle s'analysent comme suit :

En milliers d'Euros	30.06.2014	31.12.2013	30.06.2013
	IFRS	IFRS	IFRS
Actifs non courants	10 718	9 893	9 914
Impôts différés	(47)	15	446
Besoin en fonds de roulement opérationnel	5 896	6 209	6 593
Besoin en fonds de roulement non opérationnel	58	(475)	(615)
<b>Total</b>	<b>16 625</b>	<b>15 642</b>	<b>16 338</b>
Capitaux propres	13 153	12 940	12 950
Endettement financier net	3 472	2 702	3 388
<b>Capitaux engagés</b>	<b>16 625</b>	<b>15 642</b>	<b>16 338</b>

Les actifs non courants comprennent les écarts d'acquisition, les immobilisations incorporelles (frais de recherche et développement, brevets et marques), les immobilisations corporelles et les immobilisations financières. Leur variation par rapport au 31 décembre 2013 s'explique principalement par les éléments suivants :

- augmentation des écarts d'acquisition suite au rachat de la participation de 30 % détenue par un minoritaire dans MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE. Le Groupe est désormais l'actionnaire unique de cette filiale
- démarrage de la mise en place d'un nouveau système d'information qui devrait s'étaler jusqu'à la fin de l'exercice
- mise à disposition pour la filiale américaine de la nouvelle version des kits d'instruments du système de fixation thoraco-lombaire PASS®LP

Une analyse détaillée des mouvements intervenus sur le semestre sur les différents postes d'immobilisations en valeurs brutes et nettes est présentée aux paragraphes I.1.1 à I.1.4 de l'annexe aux comptes semestriels joint à ce document.

Les impôts différés sont présentés nets des soldes actifs et passifs. Ils sont essentiellement constitués des retraitements de consolidation et des pertes reportables des filiales déficitaires que le Groupe estime pouvoir récupérer dans un horizon rapide. L'analyse du taux d'imposition est présentée au paragraphe 4 des notes explicatives sur le compte de résultat.

Le besoin en fonds de roulement opérationnel est constitué des créances clients, augmenté des stocks et diminué des dettes fournisseurs. Il diminue sensiblement par rapport à la clôture de l'exercice précédent suite à l'augmentation des dettes fournisseurs liée aux achats de composants pour le lancement des nouveaux kits d'instruments de PASS®LP sur le marché américain. Le Groupe attache une importance particulière à la maîtrise du besoin en fonds de roulement particulièrement pour sa composant stocks, compte tenu des caractéristiques propres à son activité qui nécessitent la mise à disposition auprès des établissements de santé de nombreux implants dans différentes tailles.

Le besoin en fonds de roulement non opérationnel est constitué des variations des autres créances et dettes d'exploitation. La variation par rapport au 31 décembre 2013 s'explique par la hausse des charges constatées d'avance sur la période.

Depuis le début de l'exercice 2014, le Groupe accélère le rythme de ses investissements notamment en moyens commerciaux et marketing. La consommation de trésorerie sur la période s'élève à 0,9 million d'euros, expliquant ainsi l'augmentation de l'endettement financier net par rapport à la clôture de l'exercice précédent.

### 3. PERSPECTIVES POUR LE SECOND SEMESTRE

Le chiffre d'affaires du 3ème trimestre s'établit à 5,8 millions d'euros en augmentation de 14 % par rapport à la même période en 2013, et voit les facturations en Amérique du Sud (Brésil principalement) progresser à nouveau après les péripéties administratives des derniers mois. Pour la première fois, la contribution du chiffre d'affaires de MEDICREA USA franchit le cap des 60 % sur un trimestre, ce malgré l'activité réduite du mois d'août. Deux nouveaux contrats de distribution ont été signés en Argentine et en Colombie et plusieurs sont en cours de discussions en Europe, matérialisant les premiers effets positifs du déploiement des équipes à l'international.

Sur le second semestre de l'exercice, le chiffre d'affaires devrait afficher une hausse comparable à celle constatée sur le 3ème trimestre, et les ventes annuelles devraient donc s'établir à environ 24,5 millions d'euros. Les résultats annuels 2014, bien qu'en retrait par rapport à l'exercice 2013, compte tenu d'un niveau élevé d'investissements commerciaux et marketing et donc d'une hausse du point d'exploitation, devraient toutefois rester bénéficiaires.

# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2014

# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 30 JUIN 2014

Le Conseil d'Administration réuni le 30 septembre 2014 a arrêté les comptes consolidés au 30 juin 2014. Les états financiers se présentent comme suit :

## BILAN

<i>En Euros</i>	Notes	Total IFRS 30.06.2014	Total IFRS 31.12.2013	Total IFRS 30.06.2013
<b>ACTIF</b>				
Ecart d'acquisition	I.1.3	2 633 017	2 419 861	2 419 861
Immobilisations incorporelles	I.1.2	3 911 267	3 649 787	3 656 405
Immobilisations corporelles	I.1.2	3 779 523	3 474 099	3 488 870
Immobilisations financières	I.1.2	394 466	349 312	349 386
Impôts différés	I.4	173 976	233 332	632 193
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>10 892 249</b>	<b>10 126 391</b>	<b>10 546 715</b>
Stocks et en-cours	I.3	5 690 120	5 101 747	5 466 840
Clients et comptes rattachés	I.2	3 873 149	3 383 573	4 033 543
Autres actifs courants	I.2	1 940 294	1 446 718	1 218 079
Trésorerie et équivalents de trésorerie	I.5	1 071 046	1 839 129	1 240 951
<b>TOTAL ACTIFS COURANTS</b>		<b>12 574 609</b>	<b>11 771 167</b>	<b>11 959 413</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>23 466 858</b>	<b>21 897 558</b>	<b>22 506 128</b>
<b>PASSIF</b>				
Capital	I.6	1 357 009	1 355 121	1 354 801
Primes d'émission, de fusion, d'apport	I.6	34 302 066	34 302 066	34 302 066
Réserves consolidées	I.6	(22 454 528)	(23 047 124)	(22 794 375)
Résultat Groupe de l'exercice	I.6	(51 488)	470 675	181 758
<b>CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE</b>		<b>13 153 059</b>	<b>13 080 738</b>	<b>13 044 250</b>
<b>CAPITAUX PROPRES PART DES MINORITAIRES</b>		<b>-</b>	<b>(140 607)</b>	<b>(93 902)</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>13 153 059</b>	<b>12 940 131</b>	<b>12 950 348</b>
Avances conditionnées	I.7	502 612	573 612	657 612
Provisions non courantes	I.9	252 143	232 554	327 753
Impôts différés	I.4	220 526	218 373	186 134
Dettes financières long terme	I.8	2 052 164	2 394 942	2 345 098
<b>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>3 027 445</b>	<b>3 419 481</b>	<b>3 516 597</b>
Provisions courantes	I.9	94 141	99 193	5 000
Dettes financières court terme	I.8	1 988 724	1 572 625	1 625 882
Autres passifs financiers courants		450	1 156	4 474
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	I.10	3 666 842	2 276 246	2 908 205
Autres passifs courants	I.10	1 536 197	1 588 726	1 495 622
<b>TOTAL PASSIFS COURANTS</b>		<b>7 286 354</b>	<b>5 537 946</b>	<b>6 039 183</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>23 466 858</b>	<b>21 897 558</b>	<b>22 506 128</b>

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

## COMPTE DE RÉSULTAT

<i>En Euros</i>	Notes	Total IFRS	Total IFRS
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>I.11</b>	<b>11 854 546</b>	<b>11 885 182</b>
Coût des ventes	I.12	(2 260 122)	(2 509 855)
<b>Marge brute</b>		<b>9 594 424</b>	<b>9 375 327</b>
Frais de recherche et développement		(632 921)	(721 895)
Frais de commercialisation		(5 111 862)	(4 591 457)
Commissions sur ventes		(1 278 038)	(1 213 517)
Frais administratifs		(2 362 252)	(2 138 979)
Autres produits / (charges) opérationnels	I.15	(19 849)	(11 554)
<b>Résultat opérationnel avant paiement en actions</b>		<b>189 502</b>	<b>697 925</b>
Charges de personnel liées aux paiements en actions		(18 110)	(53 018)
<b>Résultat opérationnel après paiement en actions</b>		<b>171 392</b>	<b>644 907</b>
Coût de l'endettement financier net	I.16	(79 378)	(86 716)
Autres produits / (charges) financiers	I.16	(6 743)	(27 360)
Produits / (charges) d'impôts	I.18	(163 726)	(379 794)
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>(78 455)</b>	<b>151 037</b>
<b>Résultat Groupe</b>		<b>(51 488)</b>	<b>181 758</b>
<b>Résultat hors Groupe</b>		<b>(26 967)</b>	<b>(30 721)</b>
<b>RESULTAT NET PAR ACTION</b>	<b>I.19</b>	<b>(0,01)</b>	<b>0,02</b>
<b>RESULTAT NET DILUE PAR ACTION</b>	<b>I.19</b>	<b>(0,01)</b>	<b>0,02</b>

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

Résultat net par action et résultat net dilué par action calculés à partir du nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDÉ

En Euros	Total IFRS 30.06.2014	Total IFRS 31.12.2013	Total IFRS 30.06.2013
<b>RESULTAT NET – PART DU GROUPE</b>	<b>(78 455)</b>	<b>393 252</b>	<b>151 037</b>
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	1 176 398	2 372 683	1 141 582
Provisions pour dépréciation	142 031	148 919	54 965
Résultat des cessions d'actifs immobilisés	158 343	314 575	183 363
Charges de personnel liées aux actions	18 110	92 304	53 018
Variation d'impôts différés	61 509	793 300	362 200
Impôts sur le résultat	(266 074)	(464 282)	(246 193)
Coût net de l'endettement financier	79 378	171 213	86 716
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>1 291 240</b>	<b>3 821 964</b>	<b>1 786 688</b>
Variation des stocks et en cours	(715 867)	(16 053)	(182 733)
Variation des créances clients	(489 576)	(278 000)	(1 020 423)
Variation des dettes fournisseurs et sur immobilisations	1 390 596	24 114	656 073
Variation des autres créances et autres dettes	(120 682)	619 384	537 347
<b>TRESORERIE PROVENANT DU BFR</b>	<b>64 471</b>	<b>349 445</b>	<b>(9 736)</b>
Impôts versés / remboursements d'impôts	(159 349)	(51 212)	(51 729)
<b>FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>	<b>1 196 353</b>	<b>4 120 197</b>	<b>1 725 223</b>
Acquisitions d'immobilisations	(1 927 289)	(2 917 726)	(1 545 510)
Cessions d'immobilisations	-	32 583	25 104
Subventions reçues / (reversées)	(71 000)	(127 000)	(43 000)
Autres variations	(45 582)	-	-
<b>FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(2 043 871)</b>	<b>(3 012 143)</b>	<b>(1 563 406)</b>
Augmentation de capital	-	1 840	1 520
Emission d'emprunts	552 141	967 785	243 715
Remboursement d'emprunts	(654 567)	(1 219 891)	(523 489)
Autres variations	99 245	(87 498)	(10 257)
Intérêts versés	(76 915)	(114 526)	(98 528)
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>(80 096)</b>	<b>(452 290)</b>	<b>(387 039)</b>
Autres variations	100 800	(256 583)	2 961
Ecart de conversion relatif aux liquidités	(14 611)	7 523	4 811
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>	<b>(841 416)</b>	<b>406 704</b>	<b>(217 450)</b>
Trésorerie à l'ouverture	1 501 422	1 094 718	1 094 718
Trésorerie à la clôture	660 006	1 501 422	877 268

Trésorerie active à l'ouverture	1 839 129	1 446 102	1 446 102
Trésorerie active à la clôture	1 071 046	1 839 129	1 240 951
<b>VARIATION DE TRESORERIE ACTIVE</b>	<b>(768 083)</b>	<b>393 027</b>	<b>(205 151)</b>
Trésorerie passive à l'ouverture	(337 707)	(351 384)	(351 384)
Trésorerie passive à la clôture	(411 040)	(337 707)	(363 683)
<b>VARIATION DE TRESORERIE PASSIVE</b>	<b>(73 333)</b>	<b>13 677</b>	<b>(12 299)</b>
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>	<b>(841 416)</b>	<b>406 704</b>	<b>(217 450)</b>

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En Euros	Nombre d'actions	Capital social	Réserves	Capitaux propres part du Groupe	Part des Minori- -taires	Capitaux Propres Consolidés
<b>CAPITAUX PROPRES – 31.12.2012</b>	<b>8 458 005</b>	<b>1 353 281</b>	<b>11 454 955</b>	<b>12 808 236</b>	<b>(63 182)</b>	<b>12 745 054</b>
Augmentation de capital	11 500	1 840	(1 840)	-	-	-
Résultat global de l'exercice 2013	-	-	180 206	180 206	(77 423)	102 783
Stocks options et actions gratuites	-	-	92 304	92 304	-	92 304
Autres variations	-	-	(7)	(7)	(2)	(9)
<b>CAPITAUX PROPRES – 31.12.2013</b>	<b>8 469 505</b>	<b>1 355 121</b>	<b>11 725 617</b>	<b>13 080 738</b>	<b>140 607</b>	<b>12 940 131</b>
Augmentation de capital	11 800	1 888	(1 888)	-	-	-
Résultat global du 1er semestre 2014	-	-	53 638	53 638	(26 967)	26 671
Stocks options et actions gratuites	-	-	18 110	18 110	-	18 110
Autres variations	-	-	573	573	167 574	168 147
<b>CAPITAUX PROPRES – 30.06.2014</b>	<b>8 481 305</b>	<b>1 357 009</b>	<b>11 796 050</b>	<b>13 153 059</b>	<b>-</b>	<b>13 153 059</b>

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

## ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

En Euros	IFRS 30.06.2014	IFRS 30.06.2013
<b>Résultat Groupe</b>	<b>(51 488)</b>	<b>181 758</b>
Ecart de conversion	105 126	1 245
<b>Résultat global total part du Groupe</b>	<b>53 638</b>	<b>183 003</b>
<b>Résultat hors Groupe</b>	<b>(26 967)</b>	<b>(30 721)</b>
<b>Résultat global total</b>	<b>26 671</b>	<b>152 282</b>

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

## NOTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 30 JUIN 2014

Les notes sur les états financiers font partie intégrante des comptes consolidés établis aux normes IFRS.

MEDICREA est cotée sur le marché Alternext d'EnterNext Paris. Son activité est décrite dans le paragraphe ci-dessous.

Les comptes semestriels au 30 juin 2014 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 30 septembre 2014.

Sauf indication contraire, les montants mentionnés dans les notes annexes sont en euros.

### A/ ACTIVITÉ

Le Groupe fabrique et commercialise une gamme d'implants et d'instruments destinés à la chirurgie de la colonne vertébrale, adressant les marchés de la fusion et de la non fusion rachidienne, composée des produits suivants :

- un système de stabilisation et de fixation thoraco-lombaire, PASSLP®, complété récemment par une version mini invasive PASSMIS® se posant en abord percutané, un dispositif implantable LIGAPASS® permettant de connecter une tige d'ostéosynthèse à la colonne par l'intermédiaire d'un ligament souple, et un système de fixation occipito-cervicale PASSOCT® étendant les montages jusqu'à la base du crâne
- une gamme de cages intersomatiques cervicales et lombaires,

- une gamme d'agrafes compressives JAWS®, pour la fixation cervicale et lombaire,
- une prothèse de disque cervical, GRANVIA®C, ainsi qu'une version lombaire en cours de développement, GRANVIA®L.

Le Groupe distribue ses produits dans environ vingt-cinq pays au travers d'un réseau de commercialisation constitué de sociétés et d'agents indépendants. Afin de mieux maîtriser son organisation de distribution, renforcer la portée des messages techniques et marketing à destination des établissements de santé et des chirurgiens, et conserver une part plus importante de sa marge brute, le Groupe a installé trois filiales de commercialisation sur des marchés clefs que sont les USA, la France et le Royaume-Uni.

L'activité s'articule autour des structures suivantes :

- MEDICREA INTERNATIONAL, siège du Groupe, basée à proximité de Lyon, regroupe les activités de direction générale, de distribution à l'export, de marketing, de recherche et développement, de suivi des études cliniques et scientifiques, ainsi que les fonctions administratives et financières pour les différentes entités du Groupe.
- MEDICREA TECHNOLOGIES, basée à La Rochelle, assure la fabrication exclusive des implants et instruments rachidiens distribués par l'ensemble des sociétés du Groupe.
- MEDICREA TECHNOLOGIES UK, basée à Cambridge, assure la distribution des produits du Groupe spécifiquement au Royaume Uni.
- MEDICREA USA, basée à New York, assure la distribution des produits du Groupe spécifiquement aux Etats-Unis.
- MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE, basée à Neyron, assure la distribution des produits du Groupe en France et en Europe Francophone.

## B/ FAITS CARACTÉRISTIQUES DE LA PÉRIODE

Le 1er semestre a été marqué par le lancement de deux innovations majeures dans la chirurgie de la colonne vertébrale avec d'une part les tiges UNiD™ pré-courbées réalisées sur mesure pour chaque patient et d'autre part la première implantation au monde d'une cage d'ostéosynthèse intersomatique lombaire de type ALIF produite sur mesure en PEKK par une imprimante 3D et reproduisant très exactement les détails anatomiques des plateaux vertébraux. Le Groupe est ainsi devenu pionnier et leader mondial dans la fabrication d'implants sur mesure pour la chirurgie personnalisée du rachis.

Les autres faits marquants de la période se résument comme suit :

### 1. Marché et environnement

- Persistance des pressions sur les prix (hôpitaux), sur les conditions de remboursement (organismes de sécurité sociale et mutuelles) et sur les autorisations de mise sur le marché des dispositifs médicaux (FDA et autres agences)
- Poursuite des réformes des politiques de santé notamment en Europe, qui perturbent le fonctionnement du marché et gèlent les investissements
- Déploiement du Sunshine Act (Etats-Unis) et de la loi Bertrand (France) sur la transparence des avantages accordés aux professionnels de santé
- Peu d'activité en regroupements et rachats d'entreprises, hormis une opération majeure aux Etats-Unis entre Zimmer et Biomet
- Poursuite des introductions en Bourse sur le Nasdaq de sociétés spécialisées sur des segments spécifiques du marché de la colonne vertébrale (notamment K2M, concurrent de MEDICREA sur les chirurgies complexes)

### 2. Activité

- Chiffre d'affaires semestriel de 11,9 millions d'euros stable par rapport au 1er semestre 2013. Forte progression de l'activité aux Etats-Unis (+ 20 %) et en France (+ 30 %), pénalisée par le renforcement du dollar vis à vis de l'euro et les difficultés d'importations douanières rencontrées sur le marché brésilien
- 56 % des ventes totales réalisées aux Etats-Unis comparées à 49 % lors de la même période en 2013
- Amélioration de la marge brute de 2 points par rapport au 1er semestre 2013 à 81 %, sous l'effet de la croissance des ventes aux Etats-Unis et de l'optimisation des coûts de revient industriels
- Baisse du résultat opérationnel avant paiement en actions à 0,2 million d'euros contre 0,7 million d'euro sur le 1er semestre 2013, liée à une hausse des investissements commerciaux et marketing depuis le début de l'exercice
- Résultat opérationnel avant amortissements et provisions (EBITDA) de 1,5 millions d'euros contre 2,2 millions sur le 1er semestre 2013
- Dégagement d'une trésorerie positive liée aux activités opérationnelles de 1,2 millions d'euros contre 1,7 millions d'euros sur le 1er semestre 2013

### 3. Homologation et lancement de nouveaux produits

- Homologation par la FDA de l'agrafe cervicale compressive KJAWS®
- Lancement commercial du PASSOCT® sur les marchés US, France et UK
- Extension de la gamme LIGAPASS® avec la mise à disposition d'un nouveau connecteur sur tige d'ostéosynthèse
- Poursuite de l'industrialisation de l'IMPIX ALIF SA®, cage antérieure « stand alone » en vue de son lancement commercial sur le 2ème semestre 2014

- Lancement d'une offre d'implants sur mesure pour la chirurgie personnalisée de la colonne vertébrale, avec la mise au point d'un processus complet intégrant l'analyse logicielle du patient, la planification préopératoire de la stratégie chirurgicale et la réalisation de tiges d'ostéosynthèse du rachis sur mesure (tiges UNiD™) et de cages d'ostéosynthèse intersomatiques lombaires (cages UNiD™ALIF) produites sur mesure par une imprimante 3D
- Lancement aux Etats-Unis de la nouvelle version des instruments du système de fixation thoraco-lombaire PASS@LP

#### 4. Recherche et développement

- Poursuite du programme de développement de nouveaux produits avec un focus particulier sur les indications chirurgicales dégénératives et complexes de la colonne vertébrale
- Propriété intellectuelle : dépôt de 5 demandes de brevets nationaux et internationaux et obtention de 9 brevets (France, Europe et Etats-Unis)
- Préparation de 4 nouveaux dossiers de dépôt d'homologation de produits auprès de la FDA
- Poursuite de l'étude clinique multicentrique GRANVIA®C européenne et de l'étude clinique internationale PASSLP® des déformations de l'adulte

#### 5. Organisation

- Recrutement d'un directeur des ventes internationales et de 4 responsables de zone export
- Déploiement d'un nouveau système d'informations et recrutement d'un Directeur Informatique
- Rachat de la participation de 30 % dans MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE, MEDI-

CREA INTERNATIONAL étant désormais l'actionnaire unique de cette société

#### 6. Financement

- Mise en place d'emprunts moyen terme pour un total de 500 000 euros pour financer le besoin en fonds de roulement et la mise en place du nouveau système d'informations
- Acquisition d'environ 150 000 euros d'équipements industriels et de matériels informatiques par voie de location financement et de locations financières

### C/ PRINCIPES COMPTABLES

#### 1. Référentiel comptable

Les états financiers du Groupe MEDICREA au 30 juin 2014 sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS en vigueur au sein de l'Union Européenne, en application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 et disponibles sur le site [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm). Ces normes comprennent les IAS (International Accounting Standards), les IFRS (International Financial Reporting Standards), et les interprétations SIC (Standard Interpretation Committee) et IFRIC (International Financial Interpretation Committee) s'y rapportant.

Les comptes semestriels sont établis selon le respect du principe de continuité d'exploitation qui s'apprécie au regard de la capacité du Groupe au cours des 12 prochains mois à faire face aux besoins de trésorerie liés à son exploitation, à ses investissements et aux remboursements de ses dettes financières en générant une capacité d'autofinancement positive.

Les comptes semestriels consolidés sont établis en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils sont présentés, en application de cette norme, en retenant une présentation condensée de l'annexe et doivent être lus en liaison avec les comptes annuels consolidés du Groupe publiés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Les normes et interprétations applicables à compter du 1er janvier 2014 notamment les normes et amendements relatifs à la consolidation (IFRS 10, 11, 12, IAS 27R et IAS 28R) et l'amendement de la norme IAS 36 n'ont pas d'impact sur les comptes du Groupe.

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, interprétations et amendements adoptés par l'Union Européenne avant la date de clôture et qui rentrent en vigueur postérieurement à cette date, notamment l'interprétation IFRIC 21 (droits et taxes)

Le Groupe ne s'attend pas à ce que les autres normes, interprétations et amendements, publiés par l'IASB, mais non encore approuvés au niveau européen, aient une incidence significative sur ses états financiers.

## 2. Méthode de consolidation

La consolidation est réalisée à partir des comptes statutaires des différentes entités juridiques composant le Groupe, arrêtés au 30 juin 2014.

Toutes les participations significatives dans lesquelles le Groupe MEDICREA assure le contrôle exclusif, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Les sociétés consolidées au 30 juin 2014 sont détaillées au paragraphe G, « Evolution du périmètre de consolidation ».

## 3. Méthode de conversion des comptes des sociétés étrangères

Les états financiers des filiales étrangères du Groupe MEDICREA sont convertis en euros selon les principes suivants :

- les postes du bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de la période,
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de la période,
- les flux de trésorerie sont convertis au taux moyen de la période,
- les écarts résultant de ces méthodes de conversion sont comptabilisés en capitaux propres, en écart de conversion.

## 4. Elimination des opérations réciproques et intra-groupe

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées, de même que les résultats internes au Groupe (plus values sur cessions d'actifs, marges en stocks, amortissements et dépréciations d'actifs fabriqués et détenus par le Groupe).

## 5. Recours à des estimations de la direction

La préparation des comptes consolidés nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui ont une incidence sur les actifs et passifs figurant au bilan et mentionnés dans les notes annexes ainsi que sur les charges et produits du compte de résultat (principalement brevets, écarts d'acquisition, provisions pour passifs courants et non courants, récupération des déficits reportables, valorisation des avantages donnant accès au capital de la société, stocks-options et actions gratuites). Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.



Les changements très rapides des contextes économiques accroissent les difficultés d'évaluation et d'estimation de certains actifs et passifs, et les aléas sur les évolutions des activités. Les estimations faites par la direction ont été effectuées en fonction des éléments dont elle disposait au 30 juin 2014, après prise en compte des évènements postérieurs à cette période, conformément à la norme IAS 10.

Lorsque des évènements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable de certains actifs corporels ou incorporels (y compris brevets et écarts d'acquisition) est susceptible de ne pas être recouvrable, cette valeur est comparée à la valeur recouvrable estimée à partir de la valeur d'utilité en l'absence de juste valeur nette estimable de manière fiable. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de ces actifs, cette dernière est ramenée à la valeur recouvrable par comptabilisation d'une perte de valeur d'actif en charges d'exploitation.

La valeur d'utilité est calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation des actifs ou de leur cession éventuelle.

## 6. Ecarts d'acquisition ou goodwill

Lors d'un regroupement d'entreprises, les paiements effectués par le Groupe en prévision d'avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent être identifiés individuellement et enregistrés séparément sont comptabilisés comme écart d'acquisition à l'actif du bilan.

En application de la norme IAS 36, les goodwill, qui ne sont pas amortis, font l'objet de tests de valeur, dès apparition d'indice de perte de valeur et au minimum une fois

par an. Ces tests de valeur sont effectués en comparant l'ensemble des actifs à leur valeur de marché, représentée par la capitalisation boursière.

Pour ces tests, les goodwill sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent à des ensembles homogènes de génération de trésorerie. Au regard de l'organisation en place dans le Groupe et des flux entre les différentes sociétés, une seule UGT a été identifiée.

## 7. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les frais de recherche et de développement, les brevets et marques et les logiciels.

Les frais de recherche et de développement, lorsqu'ils satisfont à l'ensemble des critères selon la norme IAS 38, sont inscrits à l'actif du bilan. Les frais activés reposent sur un suivi analytique précis permettant une ventilation des coûts engagés par type et par projet. Ces frais sont maintenus à l'actif tant que la société conserve l'essentiel des avantages et des risques liés aux actifs. Les frais de recherche et de développement sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation attendue, qui correspond à la durée des avantages économiques futurs attendus. Cette durée est généralement de 5 ans.

En application de la norme IAS 23, les coûts d'emprunts, attribués au financement des dépenses de recherche et développement faisant l'objet d'une inscription en immobilisations incorporelles, sont considérés comme un élément du coût de ces actifs et donc capitalisés.

Les logiciels sont amortis sur des durées allant de un à trois ans.

## 8. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, le coût d'une immobilisation corporelle est constitué :

- de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables,
- de tous les frais directement attribuables engagés pour mettre l'actif en état de marche en vue de l'utilisation prévue,
- de toutes les remises et rabais commerciaux déduits dans le calcul du prix d'achat.

Les immobilisations corporelles sont décomposées si leurs composantes ont des durées d'utilité différentes ou qu'elles procurent des avantages au Groupe selon un rythme différent nécessitant l'utilisation de taux et de mode d'amortissement différents.

Les durées d'amortissement appliquées par le Groupe sont les suivantes :

- les terrains ne sont pas amortis
- les agencements et les aménagements des terrains sont amortis sur 15 ans
- le matériel industriel est amorti sur sa durée d'utilité estimée comprise entre 3 et 10 ans
- l'outillage industriel est amorti sur sa durée d'utilité estimée comprise entre 2 et 3 ans
- les installations techniques sont amorties sur leur durée d'utilité estimée comprise entre 5 et 10 ans
- les autres catégories d'immobilisations corporelles telles que le matériel de bureau et informatique, et le mobilier sont amorties sur des durées d'utilité comprises entre 2 et 10 ans.

Les biens acquis au moyen d'un contrat de location financement, ayant pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien, sont comptabilisés selon des modalités identiques à une acquisition à crédit pour les valeurs d'origine du contrat, et donc par comptabilisation d'un actif amortissable et d'une dette financière. La qualification des contrats s'apprécie au regard de la norme IAS 17. Les biens concernés sont composés de divers équipements industriels utilisés pour la fabrication des implants et des ancillaires.

Les biens sous contrat de locations financières (principalement du matériel informatique), utilisés sur leur durée de vie totale et dont le montant de la location couvre le prix des actifs financés sont également, en application de la norme IAS 17, comptabilisés selon des modalités identiques à une acquisition à crédit.

Les ancillaires qui font partie des kits mis à disposition des hôpitaux et cliniques clients jusqu'à leur remplacement pour cause de casse, de perte ou d'obsolescence, sont amortis sur une durée de trois ans.

## 9. Actifs financiers non courants

Ils sont constitués essentiellement des dépôts et cautionnements. Ceux-ci ne sont pas actualisés en l'absence de date d'échéance connue, et compte tenu de leur valeur non significative. Une dépréciation est constatée, le cas échéant, lorsque leur valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable.

## 10. Stocks

Les stocks de matières premières sont évalués au prix moyen pondéré, incluant les frais d'approche. Les stocks de produits finis et semi finis sont valorisés au coût de revient, hors frais de commercialisation. Une provision pour dépréciation est constatée dès lors que la valeur probable de réalisation du stock est inférieure à sa valeur comptable.

## 11. Créances clients

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances clients peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une dépréciation. Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe un risque de non recouvrement. La valeur d'inventaire est appréciée créance par créance en fonction de ce risque.

Le Groupe mobilise, en fonction des besoins de trésorerie, ses créances clients par le recours au factoring. Les factures faisant l'objet d'un financement sont maintenues en créances clients.

## 12. Trésorerie et équivalents

Ce poste est constitué des liquidités en banque, des fonds de caisse et des valeurs mobilières de placement répondant aux critères IFRS de classification en équivalents de trésorerie.

Ces dernières sont constituées principalement de Sicav monétaires et de trésorerie détenues en garantie de financements obtenus par ailleurs. Une provision est constituée lorsque la valeur probable de réalisation de ces placements est inférieure à la valeur d'achat.

Les gains et pertes latents ou réalisés sont comptabilisés en résultat financier. La juste valeur est déterminée par référence au prix du marché à la date de clôture de l'exercice.

## 13. Opérations en monnaie étrangère

Les opérations libellées en devises sont converties à leur contre valeur en euros à la date de l'opération. A la clôture de la période, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion sont comptabilisés en produits ou en charges (en résultat opérationnel ou en autres charges et produits financiers suivant la nature de la transaction concernée).

## 14. Instruments financiers

Les instruments financiers sont constitués des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés. Les instruments financiers sont présentés dans différentes rubriques du bilan. En application de la norme IAS 39, les instruments financiers sont affectés à 5 catégories qui ne correspondent pas à des rubriques du bilan IFRS. L'affectation détermine les règles de comptabilisation et d'évaluation applicables, décrites ci-après :

- placements détenus jusqu'à l'échéance : aucun instrument de valeur significative ne répond à ce jour à cette définition.
- actifs désignés en tant que juste valeur par le résultat : cette rubrique concerne les placements de trésorerie éventuels dont les variations de juste valeur sont constatées en résultat.

- actifs et passifs constatés au coût amorti : cette rubrique comprend essentiellement les dépôts et cautionnements, prêts au personnel, créances clients, dettes fournisseurs et dettes financières. Ces actifs et passifs sont comptabilisés au bilan à l'origine à leur juste valeur, qui est en pratique proche de la valeur nominale contractuelle. Ils sont évalués au coût amorti et ajustés le cas échéant de dépréciations en cas de perte de valeur.

- actifs disponibles à la vente : aucun instrument détenu ne répond à cette définition.

- instruments dérivés : Le Groupe est amené à utiliser des instruments financiers de couverture afin de limiter son exposition aux risques. Il s'agit essentiellement d'instruments de couverture de change et de taux, tels les opérations de change à terme, les options de change à primes, les CAP de taux d'intérêt. L'essentiel des encours au 30 juin 2014 couvre des flux.

Le Groupe n'ayant pas mis en place la documentation permettant de démontrer l'efficacité de ces couvertures au sens d'IAS 39, la contrepartie des variations de juste valeur de ces instruments dérivés est constatée directement en autres produits et charges financiers et les instruments dérivés sont présentés parmi les autres actifs/passifs courants.

## 15. Provisions et passifs éventuels

Une provision est comptabilisée lorsque la société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un élément passé, existant indépendamment d'actions futures, s'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et si le montant de l'obligation peut être estimée de manière fiable.

Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue. Les provisions dont l'échéance est à plus d'un an ne sont actualisées que si l'impact est significatif.

## 16. Information sectorielle et géographique

Le Groupe MEDICREA réalise la quasi intégralité de son activité dans un seul secteur d'activité, celui des implants pour la colonne vertébrale. Par conséquent, le Groupe ne présente qu'un seul niveau d'information sectorielle qui est la zone géographique, en utilisant le reporting par zones comme outil d'analyse. L'axe géographique correspond par ailleurs à l'organisation fonctionnelle du Groupe via ses entités de commercialisation.

Les différentes zones géographiques sont les suivantes :

- France
- Etats-Unis
- Royaume-Uni
- Reste du monde

## 17. Produits de l'activité

Conformément à la norme IAS 18, les produits de l'activité sont enregistrés nets de rabais, remises, ristournes, avoirs, et escomptes. Les produits sont comptabilisés dès lors que :

- il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe,
- leur montant peut être estimé de façon fiable,
- à la date de transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré.

Le chiffre d'affaires est composé de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intra-groupe.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés, soit le plus souvent lors de l'expédition des produits. Dans certains cas spécifiques, lorsque le Groupe livre directement certains établissements de santé, les implants et instruments sont mis en dépôt. Ils ne sont donc pas facturés au moment de la livraison et restent comptabilisés dans les actifs du Groupe. Seuls les implants ayant fait l'objet d'une pose et/ou les instruments perdus ou cassés sont par la suite facturés.

Des inventaires des actifs en dépôts sont réalisés de façon régulière soit directement sur le terrain, soit après renvoi et examen des actifs dans les centres de distribution du Groupe et les ajustements comptables nécessaires sont enregistrés dans les états financiers.

Le résultat issu du débouclage des couvertures de change portant sur les transactions commerciales est présenté en autres produits et charges opérationnels.

## 18. Redevances

Les redevances versées aux titulaires des brevets sont calculées et payées trimestriellement sur la base du chiffre d'affaires généré par le Groupe sur chacun des produits concernés. Ces redevances sont enregistrées en charges d'exploitation.

Les redevances perçues sur les brevets dont le Groupe est propriétaire et qui sont utilisées dans d'autres applications médicales sont enregistrées en produits d'exploitation.

## 19. Résultat opérationnel

L'indicateur de performance utilisé par le Groupe est le résultat opérationnel. Il comprend le résultat des activités courantes du Groupe ainsi que les autres produits et charges opérationnels composés des éléments inhabituels, non récurrents et significatifs et du résultat de change sur les transactions commerciales.

## 20. Impôts sur les bénéfices et crédits d'impôts

La charge d'impôts sur les bénéfices correspond à l'impôt exigible corrigé des impôts différés. Ceux-ci résultent de retraitements apportés aux comptes sociaux, ainsi que de certains décalages d'imposition dans le temps qui existent entre le résultat comptable et le résultat fiscal, conformément à l'IAS 12.

Les impôts différés sont calculés selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable, pour toutes les différences temporelles résultant de l'écart entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs, ainsi que pour les pertes fiscales reportables. Les actifs et passifs d'impôts différés sont calculés en tenant compte des taux d'impôts votés ou quasi adoptés qui seront applicables lors du reversement des différences temporelles. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que si leur récupération est probable du fait d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés en actifs et passifs non courants.

Le crédit d'impôt recherche est présenté en diminution des frais de recherche et de développement par type de frais. Le crédit impôt compétitivité et emploi est présenté en diminution des dépenses de personnel.

## 21. Avantages accordés au personnel et paiement en actions

### 21.1. Régime de retraites et autres avantages postérieurs

#### à l'emploi

Les régimes à cotisations définies (régimes de retraites légales et complémentaires) se caractérisent par des versements à des organismes qui libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. De par leur nature, les régimes à cotisations définies ne donnent pas lieu à la comptabilisation de provisions dans les comptes du Groupe, les cotisations étant enregistrées lorsqu'elles sont dues.

Conformément à la norme IAS 19 révisée, dans le cadre des régimes à prestations définies, les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme sont évalués selon la méthode actuarielle des unités de crédits projetées à partir de paramètres propres à chaque salarié (âge, catégorie socioprofessionnelle), et d'hypothèses spécifiques à l'entreprise (convention collective, taux de rotation du personnel, projection de salaires futurs, table de mortalité). Les principales hypothèses actuarielles retenues au 30 juin 2014 sont décrites au point 3 du paragraphe J, « Autres Informations ».

Avant l'entrée en application d'IAS 19 R, le Groupe avait opté pour la constatation immédiate en résultat des écarts actuariels. Les capitaux propres d'ouverture au 1er janvier 2012 et au 1er janvier 2013 n'ont pas été ajustés compte tenu de l'absence d'impact significatif sur les comptes de l'application d'IAS 19R.

Il n'existe pas de coûts des services passés. L'engagement est constaté au bilan en passifs non courants. Le Groupe ne finance pas ses engagements par le versement de cotisations à des fonds externes.

Le crédit d'impôt recherche est présenté en diminution des frais de recherche et de développement par type de frais. Le crédit impôt compétitivité et emploi est présenté en diminution des dépenses de personnel.

### 21.2. Paiements fondés sur des actions

Des stocks-options et des actions gratuites sont attribuées aux salariés des sociétés du Groupe.

Les plans d'options de souscription et d'actions gratuites sont des plans dits « equity settled » selon la classification définie dans la norme IFRS 2. Le Groupe évalue à la date d'attribution à leur juste valeur les instruments des plans dont le paiement est fondé sur des actions. La juste valeur des actions est déterminée selon le modèle de Black & Scholes qui satisfait aux critères de la norme IFRS 2.

La juste valeur est comptabilisée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits, avec pour contrepartie un compte de réserve spécifique. Le montant comptabilisé tient compte du nombre de bénéficiaires, de la probabilité d'acquisition des droits en tenant compte des hypothèses de départ, du prix du sous-jacent, de la maturité des options et de la volatilité.

A l'échéance de la période d'acquisition, le montant des avantages cumulés comptabilisés est maintenu en réserves, que les options aient été levées ou non.

La description des plans existants, l'évolution du nombre d'instruments en circulation ainsi que l'impact comptable des instruments attribués sont décrits au point 4 du paragraphe J, « Autres informations ».

## 22. Autres produits et charges opérationnels

Les autres charges et produits opérationnels correspondent à des produits et charges inhabituels, peu fréquents et de montants habituellement peu significatifs.

## 23. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

Le coût de l'endettement financier net comprend le coût de l'endettement financier brut (intérêts sur emprunts, intérêts sur contrats de location financement et de location financière, commissions et agios bancaires) diminué des produits de placements de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

## 24. Droit individuel à la formation (DIF)

Seules les dépenses de formation effectivement engagées au titre du droit individuel à la formation, suite à une décision mutuelle entre le salarié et le Groupe sont comptabilisées en charges au cours de l'exercice. Une dotation aux provisions est enregistrée uniquement dans les deux cas suivants :

- en cas de désaccord persistant sur deux exercices successifs entre le salarié et le Groupe, si le salarié demande à bénéficier d'un congé individuel de formation,
- en cas de démission ou de licenciement du salarié si celui-ci demande à bénéficier de son droit individuel à la formation avant la fin de sa période de préavis.

Une information sur les droits acquis par les salariés est communiquée au point 1 du paragraphe J, « Autres informations ». L'évaluation est exprimée en nombre d'heures, depuis la date de prise d'effet du dispositif du droit individuel à la formation.

## 25. Résultat par action

Conformément à la norme IAS 33, le résultat par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation composant le capital social pendant l'exercice, après déduction des actions propres.

Le résultat dilué par action correspond au résultat net part du Groupe rapporté au nombre moyen d'actions composant le capital social ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires et tenant compte des variations potentielles du nombre d'actions. Il intègre :

- les futures levées des options de souscription d'actions
- les attributions gratuites d'actions
- le nombre d'actions auto-détenues à la date d'arrêté de l'exercice
- tout autre instrument donnant droit à un accès différé au capital de la société

## 26. Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est établi conformément à la norme IAS 7 en partant du résultat net consolidé. Il distingue ainsi les flux issus de l'activité de ceux provenant des opérations d'investissement et de financement.

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan suivantes : trésorerie et équivalents de trésorerie, concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

## D/ CHANGEMENT D'ESTIMATION AYANT UN EFFET SIGNIFICATIF SUR LA PERIODE

Aucun élément significatif n'est à signaler.

## E/ EMISSION, RACHAT ET REMBOURSEMENT DE TITRES D'EMPRUNT ET DE CAPITAUX PROPRES

Néant

## F/ DIVIDENDES PAYES AU COURS DE L'EXERCICE

Néant

## G/ EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés MEDICREA INTERNATIONAL (société mère du Groupe), MEDICREA TECHNOLOGIES, MEDICREA TECHNOLOGIES UK, MEDICREA USA et MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE.

Les pourcentages de contrôle et d'intérêts au 30 juin 2014 sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

	<i>Siège social</i>	<i>Pourcentage de contrôle</i>	<i>Pourcentage d'intérêts</i>
<b>MEDICREA TECHNOLOGIES</b>	La Rochelle, FR	100 %	100 %
<b>MEDICREA TECHNOLOGIES UK</b>	Swaffam Bulbeck, UK	100 %	100 %
<b>MEDICREA USA</b>	Wilmington, Delaware, USA	100 %	100 %
<b>MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE</b>	Neyron, FR	100 %	100 %

MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE est depuis juin 2014 détenue à 100 % (70 % au 31 décembre 2013). Toutes les filiales sont consolidées par intégration globale.

## H/ INCIDENCES DES VARIATIONS DE CHANGE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LE RESULTAT DU GROUPE

A taux de change identique par rapport au 1er semestre 2013, le chiffre d'affaires au 30 juin 2014 se serait élevé à 12,3 millions d'euros. L'impact des variations de change sur le résultat net consolidé du 1er semestre 2014 n'est pas significatif.



# I/ EXPLICATIONS DES COMPTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT ET DE LEURS VARIATIONS

## BILAN

### 1. Immobilisations

#### 1.1 Immobilisations et amortissements relatifs aux trois dernières

##### périodes

Les immobilisations se décomposent comme suit :

<i>Immobilisations – En Euros</i>	<b>30.06.2014</b>	<b>31.12.2013</b>	<b>30.06.2013</b>
Frais de recherche & développement	5 954 128	5 350 501	4 844 738
Brevets et droits similaires	3 381 704	3 318 865	3 248 610
Licences, logiciels	383 242	193 211	184 825
Marques	25 133	25 133	25 133
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>9 744 207</b>	<b>8 887 710</b>	<b>8 303 306</b>
Constructions	17 560	4 046	4 046
Installations techniques	2 641 256	2 571 341	2 523 182
Matériel de démonstration	710 338	635 653	604 309
Kits d'instruments	3 888 360	3 487 997	3 455 129
Matériel informatique et bureau	862 794	730 322	676 896
Autres immobilisations	1 151 779	1 129 174	1 138 851
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>9 272 087</b>	<b>8 561 533</b>	<b>8 402 413</b>
Dépôts et cautionnements	236 379	195 762	195 836
Placements en séquestre	158 087	153 550	153 550
<b>Immobilisations financières</b>	<b>394 466</b>	<b>349 312</b>	<b>349 386</b>
<b>Total valeurs brutes</b>	<b>19 410 760</b>	<b>17 798 555</b>	<b>17 055 105</b>
<i>Amortissements et provisions – En Euros</i>	<b>30.06.2014</b>	<b>31.12.2013</b>	<b>30.06.2013</b>
Amortissements immobilisations incorporelles	5 832 940	5 237 923	4 646 901
Amortissements immobilisations corporelles	5 492 564	5 087 434	4 902 543
Dépréciations immobilisations corporelles	-	-	11 000
<b>Total amortissements et provisions</b>	<b>11 325 504</b>	<b>10 325 357</b>	<b>9 560 444</b>
<b>Total valeurs nettes</b>	<b>8 085 256</b>	<b>7 473 198</b>	<b>7 494 661</b>

Sur une période de 3 années, les variations des immobilisations se présentent comme

suit :

<i>Immobilisations nettes – En Euros</i>	<b>30.06.2014</b>	<b>31.12.2013</b>	<b>30.06.2013</b>
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>7 473 198</b>	<b>7 305 733</b>	<b>7 305 733</b>
Investissements de la période	1 970 652	2 808 796	1 537 555
Cessions de la période	(358 456)	(1 391 243)	(863 452)
Dotations aux amortissements et provisions	(1 000 138)	(1 250 088)	(485 175)
<b>Au 31 décembre</b>	<b>8 085 256</b>	<b>7 473 198</b>	<b>7 494 661</b>

## 1.2 Variation des immobilisations et amortissements au cours du 1er semestre 2014

La variation des immobilisations hors écarts d'acquisition se présente comme suit :

<i>En Euros</i> <i>Valeurs brutes</i>	<b>01.01.2014</b>	<i>Variation</i> <i>taux de</i> <i>change</i>	<i>Acquisitions</i>	<i>Cessions</i>	<b>30.06.2014</b>
Frais de recherche & développement	5 350 501	-	603 627	-	5 954 128
Brevets et droits similaires	3 318 865	-	62 839	-	3 381 704
Licences, logiciels	193 211	1 903	188 128	-	383 242
Marques	25 133	-	-	-	25 133
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>8 887 710</b>	<b>1 903</b>	<b>854 594</b>	-	<b>9 744 207</b>
Constructions	4 046	-	13 514	-	17 560
Installations techniques	2 571 341	84	69 831	-	2 641 256
Matériel de démonstration	638 653	3 576	129 646	61 538	710 337
Kits d'instruments	3 487 997	33 578	663 620	296 835	3 888 360
Matériel informatique et bureau	730 322	1 772	130 784	84	862 794
Autres immobilisations	1 129 174	1 694	20 912	-	1 151 779
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>8 561 533</b>	<b>40 704</b>	<b>1 028 307</b>	<b>358 457</b>	<b>9 272 087</b>
Dépôts et cautionnements	195 762	771	39 846	-	236 379
Placements en séquestre	153 550	-	4 537	-	158 087
<b>Immobilisations financières</b>	<b>349 312</b>	<b>771</b>	<b>44 383</b>	-	<b>394 466</b>
<b>Total valeurs brutes</b>	<b>17 798 555</b>	<b>43 378</b>	<b>1 927 284</b>	<b>358 457</b>	<b>19 410 760</b>

<i>En Euros</i> <i>Amortissements</i>	<b>01.01.2014</b>	<i>Variation</i> <i>taux de</i> <i>change</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<b>30.06.2014</b>
Frais de recherche & développement	3 016 478	-	442 690	-	3 459 168
Brevets et droits similaires	2 025 960	-	142 822	-	2 168 782
Licences, logiciels	173 749	1 872	6 608	-	182 229
Marques	21 736	-	1 025	-	22 761
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>5 237 923</b>	<b>1 872</b>	<b>593 145</b>	-	<b>5 832 940</b>
Constructions	383	-	658	-	1 041
Installations techniques	1 616 399	73	91 601	-	1 708 073
Matériel de démonstration	395 185	2 544	64 160	40 628	421 261
Kits d'instruments	1 956 035	16 727	294 418	159 484	2 107 696
Matériel informatique et bureau	432 514	1 607	78 897	-	513 018
Autres immobilisations	686 918	1 038	53 519	-	741 475
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>5 087 434</b>	<b>21 989</b>	<b>583 253</b>	<b>200 112</b>	<b>5 492 564</b>
<b>Total amortissements</b>	<b>10 325 357</b>	<b>23 861</b>	<b>1 176 398</b>	<b>200 112</b>	<b>11 325 504</b>

<i>En Euros</i> <i>Valeurs nettes</i>	<b>01.01.2014</b>	<i>Variation</i> <i>taux de</i> <i>change</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<b>30.06.2014</b>
Immobilisations incorporelles	<b>3 649 787</b>	31	261 449	-	<b>3 911 267</b>
Immobilisations corporelles	<b>3 474 099</b>	18 715	445 054	158 345	<b>3 779 523</b>
Immobilisations financières	<b>349 312</b>	771	44 383	-	<b>394 466</b>
<b>Total valeurs nettes</b>	<b>7 473 198</b>	19 517	750 886	158 345	<b>8 085 256</b>

Les principales variations des postes d'immobilisations s'analysent comme suit :

1/ L'activité en matière de recherche et développement est structurellement importante et constitue un facteur de différenciation clef pour le Groupe. Les principaux frais engagés sur la période portent sur :

- le développement de la gamme thoraco-lombaire, avec notamment les évolutions des systèmes d'ancrage aux vertèbres par ligaments souples (LIGAPASS®) et de traitement des pathologies occipito-cervicales (PASSOCT®), ainsi que les modifications des instruments du PASS®LP pour le marché américain
- la mise en place d'une solution complète (UNiD™) incluant une application logicielle et une cellule d'assistance en temps réel permettant de proposer des implants sur mesure aux patients
- la mise au point de l'IMPIX ALIF SA®, une cage antérieure « stand-alone »

Les coûts de recherche et développement se rapportant à des projets individualisés et ayant de très sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale sont inscrits en actifs incorporels et amortis sur 5 ans. Le montant des frais de R&D ainsi capitalisés au titre du 1er semestre 2014 s'élève à 603 627 euros contre 504 637 euros lors du 1er semestre 2013.

Le montant total des frais de R&D inscrit en charges de l'exercice après imputation du crédit impôt recherche et activation des dépenses s'élève à 632 921 euros (721 895 euros au 1er semestre 2013) y compris 442 690 euros de dotation aux amortissements concernant les frais de recherche activés (398 800 euros sur le 1er semestre 2013).

2/ Les dépenses de brevets activées au cours de la période s'élèvent à 62 839 euros, pour 89 788 euros au titre du 1er semestre 2013. Elles concernent principalement

le système de fixation thoraco-lombaire PASSLP® et ses extensions comme le PASS OCT, ainsi que les prothèses de non fusion de la gamme GRANVIA®.

3/ L'augmentation des licences et logiciels est liée au projet de mise en place d'un nouveau système d'informations qui devrait être opérationnel début 2015.

4/ Le matériel de démonstration fait l'objet d'un inventaire exhaustif chaque année. Il comprend l'ensemble des produits, aux sérigraphies propres et non revendables en l'état, utilisé par la force commerciale pour former les clients aux manipulations des implants et instruments. Ce matériel est régulièrement mis à jour en fonction des entrées / sorties de nouveaux / anciens produits.

5/ Pour la réalisation des chirurgies, le Groupe met à disposition de ses clients des kits composés d'instruments et d'implants. Ces matériels sont consignés dans les établissements de santé ou disponibles sous forme de prêts. Les instruments sont comptabilisés en immobilisations corporelles et amortis sur une durée de 3 ans. Le développement de l'activité du Groupe le conduit à augmenter et renouveler les actifs utilisés par ses clients, notamment aux Etats-Unis où les instruments de la gamme PASSLP® font l'objet depuis le début de l'exercice 2014 d'une mise à jour importante. Les instruments complètement amortis sont régulièrement sortis des livres comptables.

6/ Les acquisitions de matériel informatique et de bureau comprennent principalement des achats de serveurs et d'équipements dans le cadre du déploiement du nouveau système d'informations.

7/ Les autres immobilisations corporelles comprennent essentiellement les installations et agencements des différents sites.

### 1.3 Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition concernent principalement la société MEDICREA TECHNOLOGIES à La Rochelle acquise en 2002 à l'issue d'un LBO. L'augmentation du solde par rapport au 31 décembre 2013 est liée au rachat de 30 % du capital de la société MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE, le Groupe étant désormais l'unique actionnaire de cette société. En application de la norme IAS 36, ces écarts ne sont plus amortis, et font l'objet de tests de dépréciation effectués au moins à chaque clôture d'exercice en comparant l'ensemble des actifs à leur valeur de marché, représentée par la capitalisation boursière.

### 1.4 Contrats de location

#### 1.4.1 Locations financement et locations financières

Les immobilisations acquises par voie de location financement concernent des installations techniques, des matériels et outillages et des équipements informatiques et de surveillance. Elles s'élèvent en valeur nette à 808 028 euros au 30 juin 2014 contre 842 220 euros au 31 décembre 2013 et se répartissent comme suit :

<i>En Euros</i>	<b>30.06.2014</b>	<b>31.12.2013</b>	<b>30.06.2013</b>
Installations techniques et matériels	1 759 097	1 759 097	1 735 592
Équipements informatiques et de surveillance	296 757	244 294	242 967
<b>Total valeurs brutes</b>	<b>2 055 854</b>	<b>2 003 391</b>	<b>1 978 559</b>
Amortissement des installations	1 028 041	965 705	916 406
Amortissements équipements informatiques	219 785	195 466	209 099
<b>Total amortissements</b>	<b>1 247 826</b>	<b>1 161 171</b>	<b>1 125 505</b>
<b>Total valeurs nettes</b>	<b>808 028</b>	<b>842 220</b>	<b>853 054</b>

La dette financière correspondant aux actifs financés par ces contrats est de 526 453 euros au 30 juin 2014 contre 589 536 euros au 31 décembre 2013.

Les engagements s'analysent comme suit :

<i>En Euros</i>	<b>30.06.2014</b>	<b>31.12.2013</b>	<b>30.06.2013</b>
Valeur d'origine	2 055 854	2 003 391	1 978 559
Amortissements	(1 247 826)	(1 161 171)	(1 125 505)
Dont dotation aux amortissements de la période	(86 654)	(180 310)	(95 044)
<b>Valeur nette</b>	<b>808 028</b>	<b>842 220</b>	<b>853 054</b>
<b>Redevances payées</b>			
Cumul sur exercices antérieurs (1)	1 552 860	1 281 706	1 333 832
Redevances de la période (1)	125 112	271 154	124 168
<b>Total</b>	<b>1 677 972</b>	<b>1 552 860</b>	<b>1 458 000</b>
<b>Redevances restant à payer</b>			
A un an au plus	206 187	209 449	229 248
Entre 1 et 5 ans	345 614	412 822	462 171
Total	<b>551 801</b>	<b>622 271</b>	<b>691 418</b>
<b>Valeurs résiduelles</b>	<b>6 286</b>	<b>6 760</b>	<b>6 529</b>

(1) Cumul sur exercices antérieurs et redevances de l'exercice ne concernent que les redevances payées au titre des contrats toujours en cours à la clôture de l'exercice.

#### 1.4.2 Locations simples

Les locations simples concernent principalement les loyers afférents aux bâtiments utilisés dans le cadre de l'activité, et se répartissent comme suit :

<i>Sociétés</i>	<b>Montant du loyer annuel</b>
<b>MEDICREA INTERNATIONAL - Lyon</b>	233 200 euros
<b>MEDICREA TECHNOLOGIES - La Rochelle</b>	142 300 euros
<b>MEDICREA USA - New York</b>	355 000 dollars
<b>MEDICREA TECHNOLOGIES UK - Cambridge</b>	10 200 Livres Sterling

Au 30 juin 2014, les engagements de location simple à venir se résument comme suit, hors locations financières enregistrées en immobilisations corporelles :

<i>En Euros</i>	<b>A 1 an au plus</b>	<b>De 1 à 5 ans</b>	<b>Total</b>
<b>Loyers immobiliers et matériels</b>	682 367	488 894	<b>1 171 261</b>



## 2. Créances clients et autres créances

Les créances clients et autres créances s'analysent comme suit :

En Euros	30.06.2014	31.12.2013	30.06.2013
Créances clients – valeur brute	3 875 649	3 386 073	4 128 496
Provision sur créances douteuses	(2 500)	(2 500)	(94 953)
<b>Créances clients</b>	<b>3 873 149</b>	<b>3 383 573</b>	<b>4 033 543</b>
Créances sociales	25 355	21 614	19 340
Créances fiscales	872 125	913 737	664 560
Autres créances	385 793	210 387	168 228
Charges constatées d'avance	657 021	300 980	365 951
<b>Autres actifs courants</b>	<b>1 940 294</b>	<b>1 446 718</b>	<b>1 218 079</b>
<b>Total créances – valeurs brutes</b>	<b>5 815 943</b>	<b>4 832 791</b>	<b>5 346 575</b>
<b>Total créances – valeurs nettes</b>	<b>5 813 443</b>	<b>4 830 291</b>	<b>5 251 622</b>

Le délai moyen d'encaissement des créances clients reste stable à 51 jours au 30 juin 2014, contre 49 jours à la clôture de l'exercice précédent.

Les créances clients dont l'espérance de recouvrement est fortement improbable font l'objet d'une provision pour dépréciation.

Les créances fiscales comprennent essentiellement le crédit d'impôt recherche, le crédit d'impôt compétitivité et emploi et la TVA à récupérer.

Les autres créances augmentent sous l'effet d'acomptes sur commandes versés aux fournisseurs.

L'augmentation des charges constatées d'avance résulte principalement de la comptabilisation au 30 juin 2014 de primes d'assurance et de réservations de congrès relatives au 2ème semestre de l'exercice, et à l'enregistrement de factures de matières premières réceptionnées au cours du mois de juillet.

## 3. Stocks et en-cours

Les stocks en valeurs brutes et nettes se répartissent comme suit :

En Euros	30.06.2014	31.12.2013	30.06.2013
Matières premières	345 779	261 417	298 959
En-cours de production	608 673	400 363	386 704
Produits semi-finis	550 967	319 106	369 867
Produits finis	6 230 289	6 038 955	6 130 991
<b>Valeurs brutes</b>	<b>7 735 708</b>	<b>7 019 841</b>	<b>7 186 521</b>
Dépréciations	(2 045 588)	(1 918 094)	(1 719 681)
<b>Valeurs nettes</b>	<b>5 690 120</b>	<b>5 101 747</b>	<b>5 466 840</b>

En valeur brute, le stock augmente de 10 % par rapport à la fin de l'exercice précédent consécutivement à l'élargissement de la gamme et à l'anticipation d'une activité soutenue sur le 3ème trimestre, notamment aux Etats-Unis.

Les dépréciations par catégorie de stocks se répartissent comme suit :

En Euros	30.06.2014	31.12.2013	30.06.2013
Matières premières	18 062	17 162	17 221
En-cours de production	23 438	63 294	-
Produits semi-finis	43 472	50 368	51 199
Produits finis	1 960 616	1 787 270	1 651 261
<b>Dépréciations</b>	<b>2 045 588</b>	<b>1 918 094</b>	<b>1 719 681</b>

## 4. Analyse des impôts différés

Les impôts différés actifs et passifs s'analysent comme suit :

En Euros	30.06.2014	31.12.2013	30.06.2013
Déficits fiscaux reportables	349 136	493 633	924 330
Retraitements de consolidation	(175 160)	(260 301)	(292 137)
<b>Total impôts différés actifs</b>	<b>173 976</b>	<b>233 332</b>	<b>632 193</b>
Différences temporaires fiscales	60 031	72 869	61 295
Retraitements de consolidation	160 495	145 504	124 839
<b>Total impôts différés passifs</b>	<b>220 526</b>	<b>218 373</b>	<b>186 134</b>

Le Groupe comptabilise des impôts différés actifs sur les pertes fiscales reportables dans la mesure où celles-ci sont récupérables dans un horizon de 5 ans au plus.

Les tests de récupération des déficits reportables effectués filiale par filiale conduisent ainsi à ne pas activer les déficits fiscaux générés par les sociétés françaises. Par ailleurs, pour ces mêmes sociétés, les impôts différés actifs liés aux retraitements de consolidation sont limités aux impôts différés passifs.

Le montant des impôts différés non reconnus à l'actif du bilan s'élève à 6.8 millions d'euros au 30 juin 2014 dont 5,3 millions de pertes reportables non constatées et 1,5 millions liés à des retraitements de consolidation.

Les mouvements intervenus sur les impôts différés actifs relatifs aux déficits fiscaux reportables s'analysent comme suit :

En Euros	30.06.2014
<b>Déficits fiscaux reportables au 1<sup>er</sup> janvier 2014</b>	<b>493 633</b>
Utilisation pertes reportables – MEDICREA USA	(140 456)
Utilisation pertes reportables – MEDICREA TECHNOLOGIES UK	(4 041)
<b>Déficits fiscaux reportables au 30 juin 2014</b>	<b>349 136</b>

## 5. Position de trésorerie

La trésorerie nette évolue comme suit :

En Euros	30.06.2014	31.12.2013	30.06.2013
Disponibilités	1 071 046	1 834 938	1 181 816
Valeurs mobilières de placement	-	4 191	59 135
<b>Trésorerie et équivalents</b>	<b>1 071 046</b>	<b>1 839 129</b>	<b>1 240 951</b>
Concours bancaires courants	(300 000)	(199 801)	(199 800)
Factoring	(111 040)	(137 906)	(163 883)
<b>Trésorerie nette</b>	<b>660 006</b>	<b>1 501 422</b>	<b>877 268</b>

## 6. Capitaux propres

### 6.1 Capital

Le capital social au 31 décembre 2013 était composé de 8 469 505 actions dont 2 000 actions n'ont été créées qu'en janvier 2014. Suite à la livraison en juin 2014 de 11 800 actions gratuites issues des attributions décidées par le Conseil d'Administration du 17 juin 2010 (10 000 actions attribuées à des salariés américains et 1 800 actions à des salariés anglais), et conformément au procès-verbal de constatation d'augmentation du capital du 18 juin 2014, le capital social de MEDICREA INTERNATIONAL est

composé, au 30 juin 2014, de 8 481 305 actions d'une valeur nominale de 0,16 euros chacune, pour un montant total de 1 357 008, 80 euros. Le nombre d'actions autorisées et en circulation a évolué comme suit :

En Euros	30.06.2014	31.12.2013	30.06.2013
Nombre d'actions autorisées	8 481 305	8 467 505	8 467 505
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	8 481 305	8 467 505	8 467 505
Nombre d'actions non encore libérées	-	-	-
Valeur nominale en euros	0,16	0,16	0,16
Nombre d'actions en circulation en fin de période	8 481 305	8 467 505	8 467 505
Nombre d'actions à droit de vote double	2 677 023	2 473 956	2 741 057
Nombre d'actions détenues en autocontrôle	-	-	-
Nombre d'actions détenues en auto-détention	-	-	-

### 6.2 Stock-options et actions gratuites

Le Conseil d'Administration, lors de sa réunion du 27 mars 2014, a fait usage de la délégation qui lui a été donnée par l'Assemblée Générale du 14 juin 2012 d'attribuer au profit des salariés des sociétés du Groupe ou de certains d'entre eux des options donnant droit à la souscription soit d'actions nouvelles de MEDICREA INTERNATIONAL soit d'actions acquises par la société MEDICREA INTERNATIONAL dans les conditions légales. Le Conseil a ainsi attribué 30 000 stock-options à un salarié de la filiale américaine. Le Conseil d'Administration n'a pas fait usage de la délégation qui lui a été donnée par cette même Assemblée Générale d'attribuer des actions gratuites existantes ou à émettre.

Les délégations données par l'Assemblée Générale du 14 juin 2012 arrivant à expiration le 14 août 2014, l'Assemblée Générale du 25 juin 2014 les a renouvelées autorisant ainsi le Conseil d'Administration à attribuer au profit des salariés des sociétés du Groupe ou de certains d'entre eux des options donnant droit soit à la souscription d'actions nouvelles de MEDICREA INTERNATIONAL soit à l'achat d'actions acquises

par la société MEDICREA INTERNATIONAL dans les conditions légales d'une part, et des actions gratuites existantes ou à émettre de la société d'autre part. Cette autorisation a été donnée pour une durée de 26 mois à compter du 25 juin 2014.

En cumul, compte tenu des départs de salariés intervenus entre 2008 et le 30 juin 2014, le nombre d'actions gratuites et de stocks options attribuées s'élèvent respectivement à 94 283 (intégralement livrées) et 309 732 au 30 juin 2014.

La valorisation des avantages octroyés aux salariés sur des paiements fondés en actions conformément à la norme IFRS 2, est détaillée au point 4 du paragraphe J, « Autres informations ».

### 6.3 Variation des capitaux propres

La variation des capitaux propres sur les deux derniers exercices est détaillée dans la présentation des états financiers au 30 juin 2014. Les écarts de conversion liés à la consolidation en euros des comptes des filiales étrangères sont présentés dans la colonne réserves, leurs montants n'ayant pas d'impact matériel sur les états financiers au 30 juin 2014.

### 7. Avances conditionnées

Les avances conditionnées émanent principalement d'attributions par OSEO/BPI d'aides à l'innovation sous forme d'avances remboursables. Leur variation par rapport à l'exercice précédent résulte des plans de remboursement en cours. Il n'y a pas eu d'aide nouvelle allouée au titre du 1er semestre 2014.

## 8. Dettes financières

Les dettes financières s'analysent comme suit :

<i>En Euros</i>	<b>30.06.2014</b>	<b>31.12.2013</b>	<b>30.06.2013</b>
Emprunt obligataire	545 000	545 000	545 000
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 431 397	2 470 740	2 382 692
Crédit bail	460 350	540 109	613 901
Locations financières	66 103	49 427	36 015
Concours bancaires courants	300 000	199 801	199 800
Factoring	111 040	137 906	163 883
Intérêts courus bancaires	6 299	5 001	5 628
Intérêts courus sur emprunts	12 686	15 293	19 771
Autres dettes financières	108 013	4 290	4 290
<b>Total</b>	<b>4 040 888</b>	<b>3 967 567</b>	<b>3 970 980</b>

Au 30 juin 2014, l'ensemble des dettes financières est contractée en euros.

L'évolution du solde des emprunts auprès des établissements de crédit est liée aux remboursements effectués au 1er semestre 2014 dans le cadre des plans d'amortissement existants, et à la souscription des deux nouveaux emprunts suivants :

- 400 000 euros à taux fixe de 3,11 % sur une durée de 5 ans, pour financer le besoin en fonds de roulement.

- 350 000 euros (débloqué à hauteur de 100 000 euros au 30 juin 2014) à taux fixe de 1,95 % sur une durée de 3 ans, pour financer la mise en place du nouveau système d'informations.

Par nature de taux, les emprunts auprès des établissements de crédit se répartissent comme suit :

<i>En Euros</i>	<b>30.06.2014</b>	<b>31.12.2013</b>	<b>30.06.2013</b>
Emprunts à taux fixe	2 089 091	1 885 298	1 538 058
Emprunts à taux variable	342 306	585 442	844 634
<b>Total</b>	<b>2 431 397</b>	<b>2 470 740</b>	<b>2 382 692</b>

Deux emprunts moyen terme à taux variable d'un montant initial de 1,125 millions d'euros chacun, souscrits en 2009 et 2010, ont fait l'objet d'une couverture de taux par un tunnel activant à prime nulle et un CAP à taux plafond.

La couverture par tunnel activant à prime nulle a expiré en décembre 2013, les intérêts relatifs à la dernière annuité de remboursement (2014) n'ayant pas été couverts à l'origine. La couverture par CAP à taux plafond expirera en décembre 2014, les intérêts relatifs au 1er semestre 2015 à l'issue duquel l'emprunt sera totalement remboursé n'ayant pas été prise en compte.

Il n'y a pas eu d'achats d'actifs corporels financés par crédit-bail sur le 1er semestre 2014.

Les actifs financés sous forme de locations financières augmentent suite à l'acquisition de nouveaux matériels informatiques.

Le taux d'intérêt moyen du 1er semestre 2014 s'établit à 4,99 % contre 5,15 % au titre du 1er semestre 2013. Ce taux tient compte des commissions versées à OSEO dans le cadre des garanties octroyées sur des financements bancaires moyen terme.

Les échéances des dettes financières se ventilent comme suit :

En Euros	30.06.2014	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans
Emprunt obligataire	545 000	-	545 000
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 431 397	1 258 558	1 172 839
Crédit bail	460 350	164 210	296 140
Locations financières	66 103	27 918	38 185
Concours bancaires courants	300 000	300 000	-
Factoring	111 040	111 040	-
Intérêts courus bancaires	6 299	6 299	-
Intérêts courus sur emprunts	12 686	12 686	-
Autres dettes financières	108 013	108 013	-
<b>Total</b>	<b>4 040 888</b>	<b>1 988 724</b>	<b>2 052 164</b>

Les sûretés données sur certains actifs du Groupe pour garantir les emprunts ainsi que les clauses ou covenants d'exigibilité sont détaillées au paragraphe J/1 « Autres informations, engagements hors bilan ».

## 9. Provisions courantes et non courantes

Les provisions courantes et non courantes sont formées des provisions pour risques et se décomposent comme suit :

En Euros	30.06.2014	31.12.2013	30.06.2013
Provision pour pensions et assimilés	252 143	232 554	212 753
Provision pour litiges	93 700	93 700	115 000
Provisions pour charges	441	5 493	5 000
<b>Total</b>	<b>346 284</b>	<b>331 747</b>	<b>332 753</b>

Les provisions pour litiges concernent une affaire prudhomme avec un ancien salarié. Elles ont été reprises sur le 3ème trimestre 2014 suite à la signature d'une transaction avec le tiers concerné.

L'évolution des provisions pour risques s'analyse comme suit :

En Euros	30.06.2014	31.12.2013	30.06.2013
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice</b>	<b>331 747</b>	<b>511 653</b>	<b>511 653</b>
Dotations aux provisions	19 589	45 559	20 265
Reprises de provisions – montants utilisés	(5 052)	(182 020)	(173 520)
Reprises de provisions – montants non utilisés	-	(43 445)	(25 645)
<b>En fin de période</b>	<b>346 284</b>	<b>331 747</b>	<b>332 753</b>

Les échéances des provisions courantes et non courantes se ventilent comme suit :

En Euros	30.06.2014	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Provision pour pensions et assimilés	252 143	-	11 935	240 208
Provision pour litiges	93 700	93 700	-	-
Provisions pour charges	441	441	-	-
<b>Total</b>	<b>346 284</b>	<b>94 141</b>	<b>11 935</b>	<b>240 208</b>

## 10. Dettes fournisseurs et autre passifs courants

Les dettes fournisseurs et les autres passifs courants s'analysent comme suit :

En Euros	30.06.2014	31.12.2013	30.06.2013
<b>Dettes fournisseurs</b>	<b>3 666 842</b>	<b>2 276 246</b>	<b>2 908 205</b>
Dettes sociales	1 149 059	1 139 633	1 109 411
Dettes fiscales	251 330	378 498	361 506
Autres passifs courants	135 809	70 565	24 705
<b>Total autre dettes</b>	<b>1 536 197</b>	<b>1 588 726</b>	<b>1 495 622</b>
<b>Total dettes d'exploitation</b>	<b>5 203 039</b>	<b>3 864 972</b>	<b>4 403 827</b>

L'augmentation des dettes fournisseurs résulte du programme de remplacement des instruments PASSLP® dans l'ensemble des kits utilisés aux Etats-Unis, de l'élargissement de la gamme de produits et de lancements de nouveaux produits sur le 1er semestre 2014. Au 30 juin 2014, l'échéance de l'ensemble des dettes d'exploitation est à moins d'un an.

## 11. Instruments financiers

### 11.1 Informations au bilan

Le tableau suivant présente pour les actifs et passifs leur ventilation selon les catégories prévues par la norme IAS 39 et rappelées dans le paragraphe 14 des principes comptables.

Rubriques	Au 30.06.2014			Au 31.12.2013		
	Désignation des instruments financiers	Valeur nette comptable	Dont évalué à la juste valeur (1)	Désignation des instruments financiers	Valeur nette comptable	Dont évalué à la juste valeur (1)
<b>ACTIF EN EUROS</b>						
Clients et comptes rattachés	D	3 873 149	3 873 149	D	3 383 573	3 383 573
Autres actifs courants (2)	D	385 793	385 793	D	210 387	210 387
Autres actifs financiers courants	B	-	-	B	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	B	1 071 046	1 071 046	B	1 839 129	1 839 129
<b>PASSIF EN EUROS</b>						
Trésorerie passive (3)	B	411 040	411 040	B	337 707	337 707
Dettes financières courantes et non courantes hors trésorerie passive	B	450	450	B	1 156	1 156
Dettes financières courantes et non courantes hors trésorerie passive	C	3 629 848	3 629 848	C	3 629 860	3 629 860
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	D	3 666 842	3 666 842	D	2 276 246	2 276 246
Autres passifs courants (4)	D	135 809	135 809	D	70 565	70 565

- (1) la valeur nette comptable des actifs et passifs évalués au coût ou au coût amorti est proche de leur juste valeur  
 (2) hors créances fiscales et sociales, et comptes de régularisation  
 (3) incluant les concours bancaires courants et le factoring  
 (4) hors dettes fiscales et sociales, et comptes de régularisation

- A : actifs disponibles à la vente. Aucun actif ne répond à cette définition  
 B : actifs et passifs à la juste valeur par le résultat  
 C : actifs et passifs évalués au coût amorti  
 D : actifs et passifs évalués au coût  
 E : placements détenus jusqu'à l'échéance. Aucun actif ne répond à cette définition.

Les variations de juste valeur et les dépréciations ont été constatées uniquement en résultat. Aucun montant n'a été directement imputé sur les capitaux propres.



## 11.2 Informations au compte de résultat

Le tableau suivant présente les impacts en compte de résultat sur le 1er semestre 2014 et 2013 des actifs et passifs financiers, et la ventilation de ces impacts selon les catégories prévues par la norme IAS 39.

	Désignation des instruments financiers	Au 30.06.2014	Au 30.06.2013
<b>Produits et charges constatés en résultat opérationnel</b>		<b>(10 752)</b>	<b>(13 080)</b>
Dont:			
Résultat de change hors instruments financiers	C	(8 252)	(17 043)
Dépréciations des créances clients et autres créances	C	(2 500)	3 963
<b>Produits de placement</b>		<b>346</b>	<b>279</b>
Dont:			
Produits de cessions des valeurs mobilières de placement et intérêts sur certificats de dépôt et dépôt à terme	B	346	279
<b>Charges de financement</b>		<b>(79 378)</b>	<b>(86 616)</b>
Dont:			
Charges d'intérêt	C	(79 378)	(86 616)
<b>Autres produits financiers</b>		<b>26 637</b>	<b>50 012</b>
Dont :			
Produits d'intérêt	C	458	-
Gains de change	B	25 473	45 374
Variations de juste valeur sur instruments dérivés	B	706	4 638
<b>Autres charges financières</b>		<b>(33 725)</b>	<b>(77 751)</b>
Dont :			
Pertes de change	B	(33 724)	(62 417)
Résultat sur instruments dérivés	B	-	(15 334)

Voir paragraphe 11.1 pour la définition des désignations des instruments financiers

## 11.3 Gestion des risques

La politique de gestion des risques de marché du Groupe se caractérise par :

- une centralisation des risques au niveau de MEDICREA INTERNATIONAL
- un objectif de couverture
- une évaluation des risques effectuée grâce à des prévisions détaillées sur un an
- un suivi des écarts entre prévisions et réalisations.

## Risques sur l'évolution du cours des matières premières

La fabrication des implants nécessite l'achat de divers matériaux, notamment de titane et de Peek (PolyEtherEtherKetone). Les fournisseurs de ces matières premières étant peu nombreux, le Groupe est soumis à des variations de prix de marché difficilement prévisibles et contrôlables qui pourraient avoir un impact négatif sur les résultats. Les achats de ces matériaux ne font pas l'objet de contrat de couverture. Ils interviennent pour une faible part dans le prix de revient des produits fabriqués.

## Risques de crédit

Le Groupe suit mensuellement le délai moyen de règlement de ses clients. Ce ratio s'élève à 51 jours au 30 juin 2014. Pour les clients internationaux ne réglant pas d'avance, le Groupe met en place des mécanismes de couverture, tels que :

- demande de garantie auprès de la Coface. Au 30 juin 2014, le montant maximum des encours clients potentiellement garantissables par la Coface s'élève à 1 234 000 euros ;
- crédits documentaires.

Le Groupe n'est pas exposé à un risque de crédit significatif comme le montre le tableau ci-dessous.

En Euros	30.06.2014	30.06.2013
Créances clients brutes	3 875 649	4 128 496
<b>Montant des impayés de plus de 6 mois</b>	<b>54 021</b>	<b>103 767</b>
% du poste client	1,39%	2,51%
<b>Montant des provisions clients</b>	<b>2 500</b>	<b>94 953</b>
% du poste client	0,06%	2,30%
<b>Montant des pertes sur créances irrécouvrables</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## Risque de liquidités

Le Groupe a pu faire face au cours des exercices précédents à des crises de liquidités passagères qui ont ralenti la progression de son développement.

Les ressources financières obtenues à l'issue d'opérations de levées de fonds pour un total d'environ 30 millions d'euros ont permis de réduire de façon significative ce risque de liquidité et ont donné les moyens au Groupe de mettre en œuvre sa stratégie d'expansion, de créations de nouvelles filiales et de lancements de nouveaux produits.

Il est cependant possible que le Groupe puisse être amené à lever des fonds supplémentaires si des opportunités de développement de nouveaux produits ou d'acquisitions ciblées de technologies ou de sociétés se présentaient, ou si les besoins en fonds de roulement nécessaires à son expansion sur les nouveaux marchés qu'il convoite s'avéraient plus importants que prévus.

Avec l'appui d'OSEO/BPI qui a délivré une garantie de respectivement 90 % et 70 % des sommes empruntées, le Groupe a obtenu en 2009 et 2010 sur la société MEDICREA INTERNATIONAL deux prêts moyen terme remboursables sur 5 ans de 1,125 millions d'euros chacun, et comportant certaines clauses d'engagements, notamment :

- rapport des dettes financières nettes consolidées sur les capitaux propres consolidés inférieur à 0,33 au 31 décembre de chaque année sur la période de remboursement de l'emprunt,
- interdiction de verser des dividendes si le rapport des dettes financières nettes consolidées sur les capitaux propres consolidés à la clôture de l'exercice devient supérieur à 0,2 après prise en compte du montant des dividendes dont le versement est projeté.

Le covenant de dettes financières nettes sur capitaux propres consolidés a toujours été respecté depuis la mise en place de ces emprunts, le covenant sur les dividendes n'étant pas applicable, le Groupe n'ayant procédé à aucune distribution. Depuis début 2013, le Groupe a mis en place des nouvelles enveloppes de financements moyen terme pour un total d'environ 1 million d'euros auprès de ses partenaires bancaires et d'OSEO/BPI.

## Risques de changes

L'essentiel des approvisionnements du Groupe est réalisé en euros. Les ventes aux filiales américaines et anglaises sont réalisées en devises, les produits étant ensuite écoulés sur ces marchés dans la devise du pays. Les filiales n'ont donc pas de risque de variation de taux de change sur leurs achats mais MEDICREA INTERNATIONAL a un risque de change sur ses ventes en devises.

## Risques de taux

Au 30 juin 2014, la dette à taux variable est constituée essentiellement des 2 emprunts moyen terme mis en place en décembre 2009 et en juin 2010, et dont le solde s'élève à environ 342 000 euros. Les 4 premières annuités d'intérêts de l'emprunt mis en place en décembre 2009 ont été couvertes par une opération de CAP à prime nulle avec barrière activante arrivée à échéance au 31 décembre 2013. Les 4 premières annuités d'intérêts de l'emprunt mis en place en juin 2010 ont été couvertes par une opération de CAP moyennant le paiement de primes lissées, ayant les caractéristiques suivantes :

Taux plafond garanti : 2,5 %

Montant des primes sur l'exercice 2014 : 870 euros

Cette couverture arrivera à échéance en décembre 2014.

## Risques de variation de cours et impact de conversion sur les indicateurs de performance

Le Groupe a réalisé 56 % de son chiffre d'affaires consolidé du 1er semestre 2014 en dollars, par l'intermédiaire de sa filiale MEDICREA USA. Cette proportion devrait augmenter au cours des prochains exercices, avec un chiffre d'affaires libellé en dollars qui pourrait potentiellement représenter deux tiers des ventes consolidées du Groupe.

Les filiales américaine et anglaise sont facturées dans leur devise fonctionnelle et des couvertures de change peuvent être mises en place pour couvrir le risque de fluctuation des devises correspondantes (dollars principalement).

Intrinsèquement, les fluctuations du dollar par rapport à l'euro, à la hausse comme à la baisse, sont donc susceptibles de modifier sensiblement les indicateurs de performance du Groupe, notamment en matière de progression de chiffre d'affaires.

Une appréciation de 15 % du dollar par rapport à l'euro, appliquée aux données du 1er semestre 2014, se traduirait mécaniquement par une hausse du chiffre d'affaires du Groupe de 1 179 000 euros et une augmentation d'environ 348 000 euros de son bénéfice opérationnel compte tenu des résultats dégagés par la filiale américaine dont la totalité des achats et frais de structure sont engagés en dollars.

A l'inverse, une dépréciation de 15 % du dollar par rapport à l'euro, appliquées aux données du 1er semestre 2014 se traduirait par une baisse du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel du Groupe dans les mêmes proportions que celles indiquées ci-dessus.

## COMPTE DE RÉSULTAT

### 12. Ventilation du chiffre d'affaires

Par zone géographique, le chiffre d'affaires se répartit comme suit :

<i>En Euros</i>	<b>30.06.2014</b>	<b>30.06.2013</b>
Europe, Moyen Orient et Afrique	4 005 114	3 677 744
Asie	393 898	605 423
Amérique du Sud	730 964	1 565 374
USA	6 679 368	5 912 223
Océanie	45 202	124 418
<b>Total</b>	<b>11 854 546</b>	<b>11 885 182</b>

### 12.1 Compte de résultat sectoriel du 1er semestre 2014

<i>En Euros</i>	<b>France et Europe Francophone</b>	<b>Etats-Unis</b>	<b>Royaume Uni</b>	<b>Reste du monde</b>	<b>Total IFRS 30.06.2014</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2 310 593</b>	<b>6 679 368</b>	<b>494 091</b>	<b>2 370 494</b>	<b>11 854 546</b>
Coût des ventes	(1 048 263)	(362 656)	(50 916)	(798 287)	(2 260 122)
<b>Marge brute</b>	<b>1 262 330</b>	<b>6 316 712</b>	<b>443 175</b>	<b>1 572 207</b>	<b>9 594 424</b>
Frais de recherche et développement	(552 693)	(80 228)	-	-	(632 921)
Frais de commercialisation	(1 900 366)	(2 606 114)	(282 499)	(322 883)	(5 111 862)
Commissions sur ventes	(1 980)	(1 334 160)	-	58 102	(1 278 038)
Frais administratifs	(1 744 302)	(486 032)	(115 188)	(16 730)	(2 362 252)
Autres produits / (charges) opérationnels	(19 849)	-	-	-	(19 849)
<b>Résultat opérationnel avant paiement en actions</b>	<b>(2 956 860)</b>	<b>1 810 178</b>	<b>45 488</b>	<b>1 290 696</b>	<b>189 502</b>
Charges de personnel liées aux paiements en actions	(18 110)	-	-	-	(18 110)
<b>Résultat opérationnel après paiement en actions</b>	<b>(2 974 970)</b>	<b>1 810 178</b>	<b>45 488</b>	<b>1 290 696</b>	<b>171 392</b>
Coût de l'endettement financier net	(79 351)	(5)	(22)	-	(79 378)
Autres produits / (charges) financiers	(6 743)	-	-	-	(6 743)
Produits / (charges) d'impôts	132 524	(284 718)	(11 532)	-	(163 726)
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>(2 928 540)</b>	<b>1 525 455</b>	<b>33 934</b>	<b>1 290 696</b>	<b>(78 455)</b>
<b>Résultat Groupe</b>	<b>(2 901 573)</b>	<b>1 525 455</b>	<b>33 934</b>	<b>1 290 096</b>	<b>(51 488)</b>
<b>Résultat hors Groupe</b>	<b>(26 967)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(26 967)</b>

## 12.2 Compte de résultat sectoriel du 1er semestre 2013

En Euros	France et Europe Francophone	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total IFRS 30.06.2013
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2 135 666</b>	<b>5 912 223</b>	<b>745 393</b>	<b>3 091 900</b>	<b>11 885 182</b>
Coût des ventes	(1 052 307)	(279 336)	(88 569)	(1 089 643)	2 509 855
<b>Marge brute</b>	<b>1 083 359</b>	<b>5 632 887</b>	<b>656 824</b>	<b>2 002 257</b>	<b>9 375 327</b>
Frais de recherche et développement	(615 328)	(106 567)	-	-	(721 895)
Frais de commercialisation	(1 816 139)	(2 204 726)	(441 935)	(128 657)	(4 591 457)
Commissions sur ventes	9 154	(1 184 054)	-	(38 617)	(1 213 517)
Frais administratifs	(1 521 442)	(517 321)	(98 928)	(1 288)	(2 138 979)
Autres produits / (charges) opérationnels	(11 554)	-	-	-	(11 554)
<b>Résultat opérationnel avant paiement en actions</b>	<b>(2 871 950)</b>	<b>1 620 219</b>	<b>115 961</b>	<b>1 833 695</b>	<b>697 925</b>
Charges de personnel liées aux paiements en actions	(16 766)	(36 252)	-	-	(53 018)
<b>Résultat opérationnel après paiement en actions</b>	<b>(2 888 716)</b>	<b>1 583 967</b>	<b>115 961</b>	<b>1 833 695</b>	<b>644 907</b>
Coût de l'endettement financier net	(86 686)	(25)	(5)	-	(86 716)
Autres produits / (charges) financiers	(27 213)	(147)	-	-	(27 360)
Produits / (charges) d'impôts	(129 874)	(229 715)	(20 205)	-	(379 794)
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>(3 132 489)</b>	<b>1 354 080</b>	<b>95 751</b>	<b>1 833 695</b>	<b>151 037</b>
<b>Résultat Groupe</b>	<b>(3 101 768)</b>	<b>1 354 080</b>	<b>95 751</b>	<b>1 833 695</b>	<b>181 758</b>
<b>Résultat hors Groupe</b>	<b>(30 721)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(30 721)</b>

Les dépenses des départements Recherche et Développement, Marketing, Distribution Export, Finance et Administration Générale engagées par le siège du Groupe sont toutes comptabilisées sous le secteur « France et Europe Francophone », sans réallocation analytique sur les autres zones géographiques.

## 12.3 Bilan sectoriel du 1er semestre 2014

Rubriques	France et Europe Francophone	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total IFRS 30.06.2014
Ecart d'acquisition	2 633 017	-	-	-	2 633 017
Immobilisations incorporelles	3 740 707	67 324	321	-	3 808 352
Immobilisations corporelles	2 197 693	1 173 623	226 422	284 700	3 882 438
Immobilisations financières	287 091	107 375	-	-	394 466
Impôts différés	51 098	(54 330)	177 208	-	173 976
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>8 909 606</b>	<b>1 293 992</b>	<b>403 951</b>	<b>284 700</b>	<b>10 892 249</b>
Stocks et en-cours	4 681 427	834 328	174 365	-	5 690 120
Clients et comptes rattachés	1 179 817	1 869 028	150 617	673 687	3 873 149
Autres actifs courants	1 708 604	200 867	30 823	-	1 940 294
Trésorerie et équivalents de trésorerie	510 854	364 932	195 260	-	1 071 046
<b>TOTAL ACTIFS CIRCULANTS</b>	<b>8 080 702</b>	<b>3 269 155</b>	<b>551 065</b>	<b>673 687</b>	<b>12 574 609</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>16 990 308</b>	<b>4 563 147</b>	<b>955 016</b>	<b>958 387</b>	<b>23 466 858</b>

Rubriques	France et Europe Francophone	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total IFRS 30.06.2014
Capital	1 357 009	-	-	-	1 357 009
Primes d'émission, de fusion, d'apport	34 302 066	-	-	-	34 302 066
Réserves consolidées	(24 809 577)	1 979 543	733 727	(358 221)	(22 454 528)
Résultat Groupe de l'exercice	(2 901 573)	1 525 455	33 934	1 290 696	(51 488)
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>7 947 925</b>	<b>3 504 998</b>	<b>767 661</b>	<b>932 475</b>	<b>13 153 059</b>
Avances conditionnées	502 612	-	-	-	502 612
Provisions non courantes	252 143	-	-	-	252 143
Impôts différés	220 526	-	-	-	220 526
Dettes financières long terme	2 052 164	-	-	-	2 052 164
<b>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>3 027 445</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 027 445</b>
Provisions courantes	94 141	-	-	-	94 141
Autres passifs financiers courants	1 988 724	-	-	-	1 988 724
Dettes financières court terme	450	-	-	-	450
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 633 337	905 453	106 081	21 971	3 666 842
Autres passifs courants	1 298 286	152 696	81 274	3 941	1 536 197
<b>TOTAL PASSIFS COURANTS</b>	<b>6 014 938</b>	<b>1 058 149</b>	<b>187 355</b>	<b>25 912</b>	<b>7 286 354</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>16 990 308</b>	<b>4 563 147</b>	<b>955 016</b>	<b>958 387</b>	<b>23 466 858</b>

## 12.4 Bilan sectoriel de l'exercice 2013

Rubriques	France et Europe Francophone	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2013
Ecarts d'acquisition	2 419 861	-	-	-	2 419 861
Immobilisations incorporelles	3 607 473	41 479	835	-	3 649 787
Immobilisations corporelles	2 056 735	907 575	240 612	269 177	3 474 099
Immobilisations financières	270 526	78 786	-	-	349 312
Impôts différés	(71 971)	124 847	180 456	-	233 332
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>8 282 624</b>	<b>1 152 687</b>	<b>421 903</b>	<b>269 177</b>	<b>10 126 391</b>
Stocks et en-cours	4 237 448	644 736	219 563	-	5 101 747
Clients et comptes rattachés	761 082	1 437 870	210 499	974 122	3 383 573
Autres actifs courants	1 291 759	138 710	16 249	-	1 446 718
Autres actifs financiers courants	-	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 264 734	278 121	296 274	-	1 839 129
<b>TOTAL ACTIFS CIRCULANTS</b>	<b>7 555 023</b>	<b>2 499 437</b>	<b>742 585</b>	<b>974 122</b>	<b>11 771 167</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>15 837 647</b>	<b>3 652 124</b>	<b>1 164 488</b>	<b>1 243 299</b>	<b>21 897 558</b>

Rubriques	France et Europe Francophone	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2013
Capital	1 355 121	-	-	-	1 355 121
Primes d'émission, de fusion, d'apport	34 302 066	-	-	-	34 302 066
Réserves consolidées	(23 224 663)	350 037	698 747	(871 245)	(23 047 124)
Résultat Groupe de l'exercice	(4 401 329)	2 624 347	244 849	2 002 808	470 675
<b>CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE</b>	<b>8 031 195</b>	<b>2 974 384</b>	<b>943 596</b>	<b>1 131 563</b>	<b>13 080 738</b>
<b>CAPITAUX PROPRES PART DES MINORITAIRES</b>	<b>(140 607)</b>	-	-	-	<b>(140 607)</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>7 890 588</b>	<b>2 974 384</b>	<b>943 596</b>	<b>1 131 563</b>	<b>12 940 131</b>
Avances conditionnées	573 612	-	-	-	573 612
Provisions non courantes	232 554	-	-	-	232 554
Impôts différés	218 373	-	-	-	218 373
Dettes financières long terme	2 394 942	-	-	-	2 394 942
<b>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>3 419 481</b>	-	-	-	<b>3 419 481</b>
Provisions courantes	99 193	-	-	-	99 193
Autres passifs financiers courants	1 572 625	-	-	-	1 572 625
Dettes financières court terme	1 156	-	-	-	1 156
Autres passifs courants	1 187 920	239 464	128 844	32 498	1 588 726
<b>TOTAL PASSIFS COURANTS</b>	<b>4 527 578</b>	<b>677 740</b>	<b>220 892</b>	<b>111 736</b>	<b>5 537 946</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>15 837 647</b>	<b>3 652 124</b>	<b>1 164 488</b>	<b>1 243 299</b>	<b>21 897 558</b>

## 13. Décomposition du coût des ventes

La composition de ce poste se répartit comme suit :

En Euros	30.06.2014	30.06.2013
Achat consommés de composés et sous-traitance	1 326 296	1 452 578
Main d'œuvre (y compris intérimaires)	748 394	650 702
Amortissements industriels	102 666	104 676
Autres coûts de production	82 766	301 899
<b>Total</b>	<b>2 260 122</b>	<b>2 509 855</b>

## 14. Ventilation des charges d'amortissement et de dépréciation

Les charges nettes d'amortissements et de dépréciations incluses dans le résultat concernent les actifs suivants :

Amortissements	30.06.2014	30.06.2013
Droits de propriété industrielle et commerciale	150 455	152 075
Autres immobilisations incorporelles	442 690	398 800
Constructions	658	157
Installations techniques, matériel et kits d'instruments	450 179	461 651
Autres immobilisations corporelles	132 416	128 899
<b>Total</b>	<b>1 176 398</b>	<b>1 141 582</b>

Dépréciations	30.06.2014	30.06.2013
Stocks	127 494	237 828
Clients	-	(3 964)
<b>Total</b>	<b>127 494</b>	<b>233 864</b>

Les amortissements se ventilent de la manière suivante :

En Euros	30.06.2014	30.06.2013
Coûts des ventes	102 666	104 676
Frais de recherche et développement	595 398	543 266
Frais de commercialisation	361 396	367 396
Frais administratifs	116 938	126 244
<b>Total</b>	<b>1 176 398</b>	<b>1 141 582</b>

## 15. Charges de personnel

Les frais de personnel se ventilent (hors dépenses d'intérimaires) de la manière suivante, après prise en compte du crédit compétitivité emploi de 46 081 euros au titre du 1er semestre 2014 :

En Euros	30.06.2014	30.06.2013
Coût des ventes	748 394	650 702
Frais de recherche et développement (*)	34 939	100 515
Frais de commercialisation	2 546 312	2 319 360
Frais administratifs	965 614	847 091
<b>Total</b>	<b>4 295 259</b>	<b>3 917 668</b>

## 16. Autres produits et charges opérationnels

Ce poste est notamment composé des dotations et reprises de provisions comptabilisées dans le cadre de litiges salariaux et frais d'avocats afférents (12 672 euros au cours du 1er semestre 2014), ainsi que le résultat afférent au débouclage des couvertures de change relatives à des opérations commerciales.

## 17. Coût de l'endettement, autres produits et charges financiers

Ces éléments s'analysent comme suit :

En Euros	30.06.2014	30.06.2013
Intérêts sur emprunts	39 632	39 630
Intérêts sur découverts	131	1 559
Intérêts sur factoring	1 767	1 472
Intérêts sur location financement	9 569	9 115
Garantie BPI/OSEO sur emprunts	8 625	10 999
Autres charges / (produits) financiers	579	4 866
Intérêts sur obligations remboursables	19 075	19 075
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>79 378</b>	<b>86 716</b>
(Pertes) / gains de change	(7 548)	(27 616)
Plus value latente sur VMP	346	256
Autres charges / (produits) financiers	459	-
<b>Autres (charges) / produits financiers</b>	<b>(6 743)</b>	<b>(27 360)</b>

## 18. Charges et produits d'impôt

Cette rubrique enregistre les impôts différés constatés sur la période et certains impôts courants relatifs à la filiale américaine. Les crédits d'impôt sont comptabilisés en résultat opérationnel, conformément à la norme IAS 20.

Le crédit impôt recherche a été constaté en diminution des frais de recherche et développement pour 264 674 euros au 30 juin 2014 et 228 598 euros au 30 juin 2013.

## 19. Analyse du taux d'imposition

Au 30 juin 2014, la charge d'impôt du Groupe s'analyse comme suit :

En Euros	30.06.2014	30.06.2013
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>(78 455)</b>	<b>151 037</b>
Impôts sur les résultats	(163 726)	(379 794)
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>85 271</b>	<b>530 831</b>
Païement en actions	(18 110)	(53 018)
<b>Résultat imposable</b>	<b>103 381</b>	<b>583 849</b>
Ajustement crédit impôt	(312 155)	(257 074)
Ajustement impôts d'Etats US	(102 215)	(17 595)
<b>Résultat imposable hors ajustements</b>	<b>(310 989)</b>	<b>309 180</b>
<b>Profit / (Charge) d'impôt théorique @ 33,33 %</b>	<b>103 653</b>	<b>(103 050)</b>
Ecart de taux sociétés étrangères	(19 512)	(389)
Impôts sur différences permanentes	(29 697)	(34 445)
Correction de déficits reportables	-	19 390
Déficits reportables non activés	82 642	(284 673)
Utilisation de déficits reportables non activés	(34 246)	33 073
Plafonnement des impôts différés actifs	(151 490)	-
Ajustement impôts d'Etats US	(102 215)	(17 595)
Autres	(12 861)	7 895
<b>Profit / (Charge) d'impôt comptabilisé</b>	<b>(163 726)</b>	<b>(379 794)</b>

## 20. Résultat par action

Le résultat par action de base et dilué évolue comme suit :

En Euros	30.06.2014	30.06.2013
Nombre total d'actions	8 481 305	8 467 505
Résultat net part du Groupe	(51 488)	181 758
<b>Résultat de base par action</b>	<b>(0,01)</b>	<b>0,02</b>

En Euros	30.06.2014	30.06.2013
Nombre total d'actions après effet dilutif	8 791 037	8 867 789
Résultat net part du Groupe	(51 488)	181 758
<b>Résultat net par action dilué</b>	<b>(0,01)</b>	<b>0,02</b>

## J/ AUTRES INFORMATIONS

### 1. Engagements hors bilan

#### - Engagements donnés dans le cadre de crédit moyen terme

En Euros	30.06.2014	31.12.2013	30.06.2013
Nantissements de fonds de commerce (1)	4 775 000	4 025 000	4 554 000
Gage sur instruments financiers (2)	153 550	153 550	203 550
Garantie solidaire (3)	700 000	700 000	560 000
Gage espèces (4)	22 500	22 500	22 500

(1) Nantissements sur fonds de commerce en garantie d'emprunts bancaires

(2) Sicav monétaires garantissant une caution bancaire pour paiement de loyers.

(3) Garanties pour un crédit de trésorerie de 300 000 euros et un emprunt moyen terme de 400 000 euros

(4) Retenues de garanties conservées par BPI/OSEO comme gages espèces lors de la mise en place d'un prêt participatif de 300 000 euros et d'un prêt export de 150 000 euros.

#### - Engagements reçus dans le cadre de la mise en place de découverts autorisés et de crédit court terme

En Euros	30.06.2014	31.12.2013	30.06.2013
Cessions de créances commerciales - Dailly	200 000	300 000	300 000
Avals et cautions divers (1)	307 239	-	-
Contre garanties BPI/OSEO (2)	1 314 857	1 423 865	1 322 136

(1) Caution solidaire de la Société Générale garantissant un an de loyer et de charges locatives TTC durant toute la durée effective du bail.

(2) contre-garanties accordées par BPI/OSEO à MEDICREA INTERNATIONAL en faveur des partenaires bancaires lors de la mise en place de certains financements moyens terme.

Le montant total des découverts autorisés mais non confirmés au 30 juin 2014 s'élève à 245 000 euros.

#### - Autres engagements

1/ Les engagements au titre des médailles de travail ne font pas l'objet de provision, les conventions collectives applicables ne prévoyant pas de disposition particulière en la matière.

2/ Le volume d'heures de droit à la formation (DIF) acquis par les salariés des sociétés françaises du Groupe et n'ayant pas jusqu'à présent donné lieu à demande d'utilisation s'élève à 6 007 heures au 30 juin 2014. Le Groupe ne dispose pas du recul statistique nécessaire et n'est par conséquent pas en mesure de chiffrer de façon fiable l'utilisation future qui sera faite de ce droit par les salariés. Compte tenu de la possibilité pour le Groupe d'intégrer l'essentiel du coût de ce droit dans son plan de formation générale, aucune provision n'est comptabilisée au 30 juin 2014.

3/ Au cours de l'exercice 2013, le Groupe a lancé en coopération avec une société informatique américaine, le développement conjoint d'un logiciel spécifique permettant de concevoir des implants sur mesure pour la colonne vertébrale, destinés à être ensuite fabriqués et commercialisés de manière exclusive par MEDICREA pour une durée initiale de 4 ans. Les conditions contractuelles prévoient le paiement par MEDICREA d'une redevance sur le chiffre d'affaires des produits commandés au travers du logiciel. Les parties ont convenu du paiement annuel par MEDICREA d'un montant d'avances sur redevances de 400 000 dollars pendant toute la durée du contrat. Ainsi, les redevances dues par MEDICREA au titre du contrat viendront s'imputer sans limitation de durée sur les avances sur redevances déjà perçues par le partenaire américain.

En application des normes IFRS, les avances sur redevances qui seront versées par

MEDICREA constituent un actif, en substance une charge constatée d'avance, qui sera étalée en résultat au rythme des prestations réalisées et des redevances versées. Les montants déjà versés qui s'élèvent à 250 000 dollars ont été enregistrés en autres créances au 30 juin 2014.

## 2. Effectif

L'effectif par collège et par zone géographique se répartit comme suit :

	30.06.2014	31.12.2013	30.06.2013
Cadres	61	58	46
Agents de maîtrise - Employés	60	51	56
<b>Total</b>	<b>121</b>	<b>109</b>	<b>102</b>
Dont France	84	74	72
Dont Royaume Uni	7	7	6
Dont Etats-Unis	30	28	24

## 3. Avantages au personnel – Indemnités de fin de carrière

La couverture des indemnités de fin de carrière telles que prévue par les conventions collectives dont dépendent les sociétés MEDICREA INTERNATIONAL, MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE et MEDICREA TECHNOLOGIES (respectivement Import/Export et Métallurgie de Charente Maritime) fait l'objet d'une provision enregistrée en passif non courant. L'engagement correspondant est évalué sur une base annuelle à partir des caractéristiques propres à ces sociétés et de facteurs d'évolution externe résumés comme suit :

- âge de départ à la retraite : âge auquel le salarié obtient le nombre de trimestres nécessaires pour liquider sa rente sécurité sociale sans abattement
- taux de charges sociales : ajusté en fonction du statut du salarié et de la société. En moyenne, les taux sont de 45 % pour les cadres et 39 % pour les non cadres

- taux de revalorisation des salaires : 2 %
- mode de départ : à l'initiative du salarié
- table de mortalité : INSEE TD/TV 2009-2011 par sexe
- mobilité annuelle : en fonction du collège (cadres et non cadres) et en fonction de l'âge, avec un taux de rotation nul au-delà de 50 ans
- taux d'actualisation : 3,25 %, basé sur les taux des obligations à long terme du secteur privé de grande qualité en euros à la date de l'évaluation, en application de la recommandation du CNC.

Le montant des droits acquis provisionnés au 30 juin 2014 s'élève à 252 143 euros, comparé à 232 554 euros au 31 décembre 2013.

Les membres du Conseil d'Administration et les cadres dirigeants ne bénéficient pas de régime de retraite supplémentaire.

Pour les filiales étrangères du Groupe, une revue détaillée des obligations en matière d'engagements de retraite est réalisée sur la base des règles applicables à chaque pays et des provisions sont comptabilisées si nécessaires.

## 4. Avantages au personnel – Paiement fondé sur des actions

### 4.1. Description des plans existants

Les Assemblées Générales des 10 mars 2006, 25 juin 2009, 14 juin 2012 et 25 juin 2014 ont délégué au Conseil d'Administration l'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions et l'attribution d'actions gratuites. Les Conseils d'Administration des 5 juin 2008, 25 juin 2009, 17 décembre 2009, 17 juin 2010, 16 juin 2011, 17 décembre 2013 et 27 mars 2014 ont attribué des options de souscription d'actions et/ou des actions gratuites.



## - Options de souscription

Les options attribuées sont dénouables en actions (dénouement en instruments de capitaux propres au sens de la norme IFRS 2). Les principales caractéristiques des plans d'options en vigueur sont les suivantes :

Le principe général est qu'un tiers des options attribuées est exerçable chaque année

Date d'attribution (Date du Conseil d'Administration)	05.06.08	25.06.09	17.12.09	17.06.10	16.06.11	17.12.13	27.03.14
Nombre d'options attribuées	25 215	99 200	15 000	112 800	95 500	10 000	30 000
Prix de souscription	6 €	6,16 €	6,32 €	6,14 €	9,10€	8,77 €	9,10 €
Période d'acquisition des droits	0-2 ans <sup>(1)</sup>	1-3 ans <sup>(2)</sup>	0-2 ans <sup>(2)</sup>	1-3 ans <sup>(3)</sup>	1-3 ans <sup>(4)</sup>	1-3 ans <sup>(5)</sup>	1-3 ans <sup>(6)</sup>
Durée de vie des options	10 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans

- 1) Tous les droits ont été acquis le 05 juin 2010
- 2) Tous les droits ont été acquis le 25 juin 2012
- 3) Tous les droits ont été acquis le 17 juin 2013
- 4) Tous les droits ont été acquis le 16 juin 2014
- 5) Un tiers des droits acquis le 17 décembre 2014, un tiers le sera le 17 décembre 2015 et un tiers restant le 17 décembre 2016
- 6) Un tiers des droits seront acquis le 27 mars 2015, un tiers le 27 mars 2016 et un tiers le 27 mars 2017

L'acquisition des options est subordonnée à la présence du salarié dans l'entreprise à la date d'acquisition. Sur les 387 715 options attribuées, compte tenu des départs des salariés intervenus depuis la mise en place des premiers plans, 77 983 options ont été annulées.

## - Actions gratuites

113 284 actions ont été attribuées depuis 2008. Ces actions sont acquises par le bénéficiaire au terme d'une période de deux ans pour les salariés français et de quatre ans pour les salariés américains. Compte tenu des départs de salariés intervenus au cours des exercices 2008 à juin 2014, le nombre d'actions gratuites attribuées aux salariés s'élève à 94 284, après annulation de 19 000 actions. Toutes les actions ont été livrées au 30 juin 2014.

## 4.2. Evolution du nombre d'instruments en circulation

Les opérations intervenues sur les instruments de paiements sur base d'actions se résument comme suit au 30 juin 2014 :

	Options de souscription			Actions gratuites		
	Nombre d'options	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	Prix d'exercice moyen (en €)	Nombre d'actions	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	
				France	Etats-Unis	
<b>Solde au 31.12.13</b>	<b>228 359</b>	<b>3,53</b>	<b>6,89</b>	<b>11 800</b>	<b>0,46</b>	<b>0,46</b>
- attribuées	30 000	6,74	9,10	-	-	-
- annulées	-	-	-	-	-	-
- expirées	-	-	-	-	-	-
- exercées (2)	13 647	2,30	6,11	(1) 11 800	0,46	0,46
<b>Solde au 30.06.14</b>	<b>244 712</b>	<b>3,50</b>	<b>7,20</b>	-	-	-

(1) : correspond aux actions gratuites attribuées aux salariés français et américains en 2014, dont la période d'acquisition est désormais > à 2 ans

(2) : 13 647 stocks options ont été exercés au 30 juin 2014. La constatation de l'augmentation de capital correspondante n'a pas encore été réalisée.

Les opérations intervenues sur les instruments de paiements sur base d'actions se résument comme suit pour l'exercice 2013 :

	Options de souscription			Actions gratuites		
	Nombre d'options	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	Prix d'exercice moyen (en €)	Nombre d'actions	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	
				France	Etats-Unis	
<b>Solde au 31.12.12</b>	<b>304 482</b>	<b>4,47</b>	<b>6,90</b>	<b>32 300</b>	<b>0,84</b>	<b>1,07</b>
- attribuées	10 000	6,96	8,77	-	-	-
- annulées	86 123	4,20	7,17	9 000	-	1,02
- expirées	-	-	-	-	-	-
- exercées (1)	-	-	-	11 500	0,84	1,07
<b>Solde au 31.12.13</b>	<b>228 359</b>	<b>3,53</b>	<b>6,89</b>	<b>11 800</b>	<b>0,46</b>	<b>0,46</b>

(1) : correspond aux actions gratuites attribuées aux salariés américains et anglais en 2009 (8 000) et aux salariés français en 2011 (3 500)

### 4.3. Impacts comptables des instruments attribués

Conformément à la norme IFRS 2, les instruments de rémunération sur base d'actions sont comptabilisés comme des charges de personnel à hauteur de la juste valeur des instruments attribués, évaluée à la date d'attribution. Ces charges sont reconnues sur la durée d'acquisition des droits :

- pour les options de souscription accordées le 5 juin 2008, un tiers de la juste valeur est reconnue tout de suite, un tiers sur un an et un tiers sur deux ans,
- pour les options de souscription accordées le 25 juin 2009, un tiers de la juste valeur est reconnue sur un an, un tiers sur deux ans et un tiers sur trois ans,
- pour les options de souscription accordées le 17 décembre 2009, un tiers de la juste valeur est reconnue tout de suite, un tiers entre la date d'acquisition et le 25 juin 2011 et un tiers entre la date d'acquisition et le 25 juin 2012,
- pour les options de souscription accordées le 17 juin 2010, un tiers de la juste valeur est reconnue sur un an, un tiers sur deux ans et un tiers sur trois ans,
- pour les options de souscription accordées le 16 juin 2011, un tiers de la juste valeur est reconnue sur un an, un tiers sur deux ans et un tiers sur trois ans,
- pour les options de souscription accordées le 17 décembre 2013, un tiers de la juste valeur est reconnue sur un an, un tiers sur deux ans et un tiers sur trois ans,
- pour les options de souscription accordées le 27 mars 2014, un tiers de la juste valeur est reconnue sur un an, un tiers sur deux ans et un tiers sur trois ans,
- pour les actions gratuites, la juste valeur des instruments accordés aux bénéficiaires est reconnue sur deux ans hormis pour les bénéficiaires américains pour lesquels la durée est de quatre ans.

Le Groupe utilise un modèle de Black & Scholes pour estimer la juste valeur des options de souscription attribuées. Cette méthode repose sur des hypothèses déterminées à la date d'évaluation telles que la volatilité attendue du titre MEDICREA, le taux sans risque et le taux de dividendes attendus.

La volatilité retenue a été déterminée sur la base d'une observation de l'historique du titre MEDICREA et a été comparée à celles des titres d'un échantillon de sociétés comparables.

La durée de vie attendue des options a été calculée comme la moyenne entre la durée d'acquisition des droits et la durée de vie contractuelle de l'instrument. Les titres annulés ont été pris en compte pour ne valoriser que les instruments restant en circulation.

Sur la base de ces hypothèses, les résultats pour ces plans sont présentés dans le tableau suivant :

Date d'attribution	Type	Nombre d'instruments en circulation	Prix d'exercice (en €)	Prix de l'action à la date d'attribution (en €)	Taux de dividende	Volatilité attendue	Taux sans risque	Juste valeur en €	Charge comptable 2014 K€	Charge totale du plan K€
05.06.2008	Option	23 215	6,00	5,73	0%	40%	4,44%	2,74	-	64
05.06.2008	Action	17 163	Gratuite	5,73	0%	-	-	5,73	-	99
25.06.2009	Option	82 783	6,16	6,55	0%	40%	2,89%	2,77	-	232
25.06.2009	Action	35 700	Gratuite	6,55	0%	-	-	6,55	-	234
17.12.2009	Option	14 000	6,09	5,96	0%	40%	2,54%	2,38	-	33
17.12.2009	Action	2 000	Gratuite	5,96	0%	-	-	5,96	-	12
17.06.2010	Option	95 909	6,14	6,22	0%	40%	1,83%	2,39	-	231
17.06.2010	Action	35 920	Gratuite	6,22	0%	-	-	6,22	5	223
16.06.2011	Option	27 992	9,10	9,40	0%	33%	2,37%	3,06	2	85
16.06.2011	Option	25 833	11,27	9,40	0%	33%	2,37%	3,92	4	120
16.06.2011	Action	3 500	Gratuite	9,40	0%	-	-	9,40	-	33
17.12.2013	Option	10 000	8,77	8,81	0%	33%	2,37%	2,82	7	28
27.03.2014	Option	30 000	9,10	9,15	0%	33%	2,37%	2,88	-	87
<b>TOTAL</b>		<b>404 015</b>							<b>18</b>	<b>1 481</b>

Le nombre d'instruments en circulation indiqué dans le tableau ci-dessus est déterminé selon la norme IFRS 2, et diffère de celui du nombre d'actions donné au para-



graphe 4.2. La différence provient des droits d'options acquis non exercés par les salariés dans les 3 mois suivants leur départ effectif du Groupe. Selon la norme IFRS 2, ces droits doivent être maintenus pour le calcul de la charge de chaque plan alors que sur un plan juridique, ces droits sont définitivement perdus par les salariés.

## 5. Rémunération des dirigeants et des mandataires sociaux

MEDICREA INTERNATIONAL compte 2 dirigeants mandataires sociaux. Il s'agit de Mr Denys SOURNAC, Président et Directeur Général de MEDICREA INTERNATIONAL et de Mr Jean Philippe CAFFIERO, Directeur Général Délégué de MEDICREA INTERNATIONAL.

Monsieur Denys SOURNAC n'est pas salarié de MEDICREA INTERNATIONAL et n'est pas rémunéré pour son mandat par la société MEDICREA INTERNATIONAL. La holding d'animation ORCHARD INTERNATIONAL, dont Monsieur Denys SOURNAC est co-gérant, perçoit des honoraires pour les fonctions de Direction Générale de MEDICREA INTERNATIONAL assurée par Monsieur Denys SOURNAC. Ces honoraires sont versés via un contrat d'animation entre ORCHARD INTERNATIONAL et MEDICREA INTERNATIONAL. Le montant des prestations facturées par ORCHARD INTERNATIONAL à MEDICREA INTERNATIONAL au titre du 1er semestre 2014 pour les travaux effectués par Monsieur Denys SOURNAC s'est élevé à 146 000 euros HT (inchangé par rapport au 1er semestre 2013).

Mr Denys SOURNAC n'a pas perçu de la société MEDICREA INTERNATIONAL d'autres rémunérations et avantages de toute nature, directs et indirects autres que ceux mentionnés ci-dessus.

Mr Jean Philippe CAFFIERO n'est pas rémunéré pour son mandat de Directeur Géné-

ral Délégué. Les prestations de direction des ventes export de Monsieur Jean Philippe CAFFIERO sont facturées par ORCHARD INTERNATIONAL, dont il est co-gérant, à MEDICREA INTERNATIONAL, via le contrat d'animation qui lie les deux sociétés.

ORCHARD INTERNATIONAL a facturé au cours du 1er semestre 2014, la somme de 55 801 euros HT à MEDICREA INTERNATIONAL au titre des missions de direction des ventes exercées par Mr Jean Philippe CAFFIERO (95 657 euros HT au cours du 1er semestre 2013).

Mr Jean Philippe CAFFIERO n'a pas perçu d'autres rémunérations et avantages de toute nature, directs et indirects autres que ceux mentionnés ci-dessus.

## 6. Intérêts des dirigeants et mandataires sociaux dans le capital de la société

Les intérêts des dirigeants et mandataires sociaux dans le capital de la société ont évolué comme suit :

	30.06.2014			31.12.2013		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Orchard International (1)	1 727 490	20,37	30,33	1 727 490	20,40	30,93
Denys Sournac	202 054	2,38	3,50	202 054	2,39	3,56
Jean Philippe Caffiero	246 089	2,90	4,27	247 589	2,92	4,37
<b>Autres Administrateurs</b>						
François Régis Ory (2)	101 407	1,20	1,77	96 333	1,14	0,88
Patrick Bertrand	93 392	1,10	0,99	96 080	1,13	1,14
Pierre BUREL	91 707	1,08	0,82	-	-	-
Christophe Bonnet	52 128	0,61	0,91	52 128	0,62	0,93
Jean Joseph Moreno	22 900	0,27	0,34	22 900	0,27	0,35
Marc Recton	18 752	0,22	0,28	12 500	0,15	0,23
<b>Total</b>	<b>2 555 919</b>	<b>30,09 %</b>	<b>43,21 %</b>	<b>2 457 074</b>	<b>29,02 %</b>	<b>42,39 %</b>

(1) : Actions détenues par Denys Sournac et Jean Philippe Caffiero par l'intermédiaire de la holding ORCHARD INTERNATIONAL. Au 30 juin 2014, le capital social d'ORCHARD INTERNATIONAL se répartit comme suit:

- Société civile Denys Sournac Company	57,15 %
- Société civile PLG Invest	37,67 %
- Améliane SAS	5,01 %
- Christelle Lyonnet	0,15 %
- Denys Sournac	0,02 %

(2) : Cumul des actions détenues directement en propre et via une holding

## 7. Informations relatives aux parties liées

Comme mentionné au point 5 précédent, la société ORCHARD INTERNATIONAL facture des prestations de direction générale à la société MEDICREA INTERNATIONAL dont les montants ont évolué comme suit au cours du 1er semestre 2014 et 2013 :

<i>En Euros</i>	<b>Montant HT facturé 1<sup>er</sup> semestre 2014</b>	<b>Montant HT facturé 1<sup>er</sup> semestre 2013</b>
Prestations management	146 000	146 000
Refacturation personnel	75 750	75 748
Refacturation directeur délégué	55 801	95 657
Refacturation frais directeur délégué	4 800	16 531
Quote part sur frais	5 500	5 500
Loyer et charges locatives	10 229	33 471
<b>Total</b>	<b>298 080</b>	<b>372 907</b>

## 8. Intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 2003, les sociétés MEDICREA INTERNATIONAL et MEDICREA

TECHNOLOGIES sont intégrées au sein du même groupe fiscal, la société MEDICREA INTERNATIONAL en qualité de maison mère, étant seule redevable de l'impôt sur les sociétés à raison du résultat d'ensemble réalisé par le Groupe. La société MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE, détenue à hauteur de 100 % depuis juin 2014 (70% auparavant) n'est pas intégrée. Les économies découlant de l'application de la convention d'intégration sont conservées par la société mère.

## K/ CARACTERE SAISONNIER OU CYCLIQUE DE LA PÉRIODE INTERMÉDIAIRE

D'une manière générale, l'activité du Groupe MEDICREA n'est pas fortement influencée par des effets de cycle ou une saisonnalité marquée. Les opérations chirurgicales sont traditionnellement moins importantes durant la fin de l'année et les vacances d'été, modifiant ainsi quelque peu l'évolution des ventes sur ces périodes.

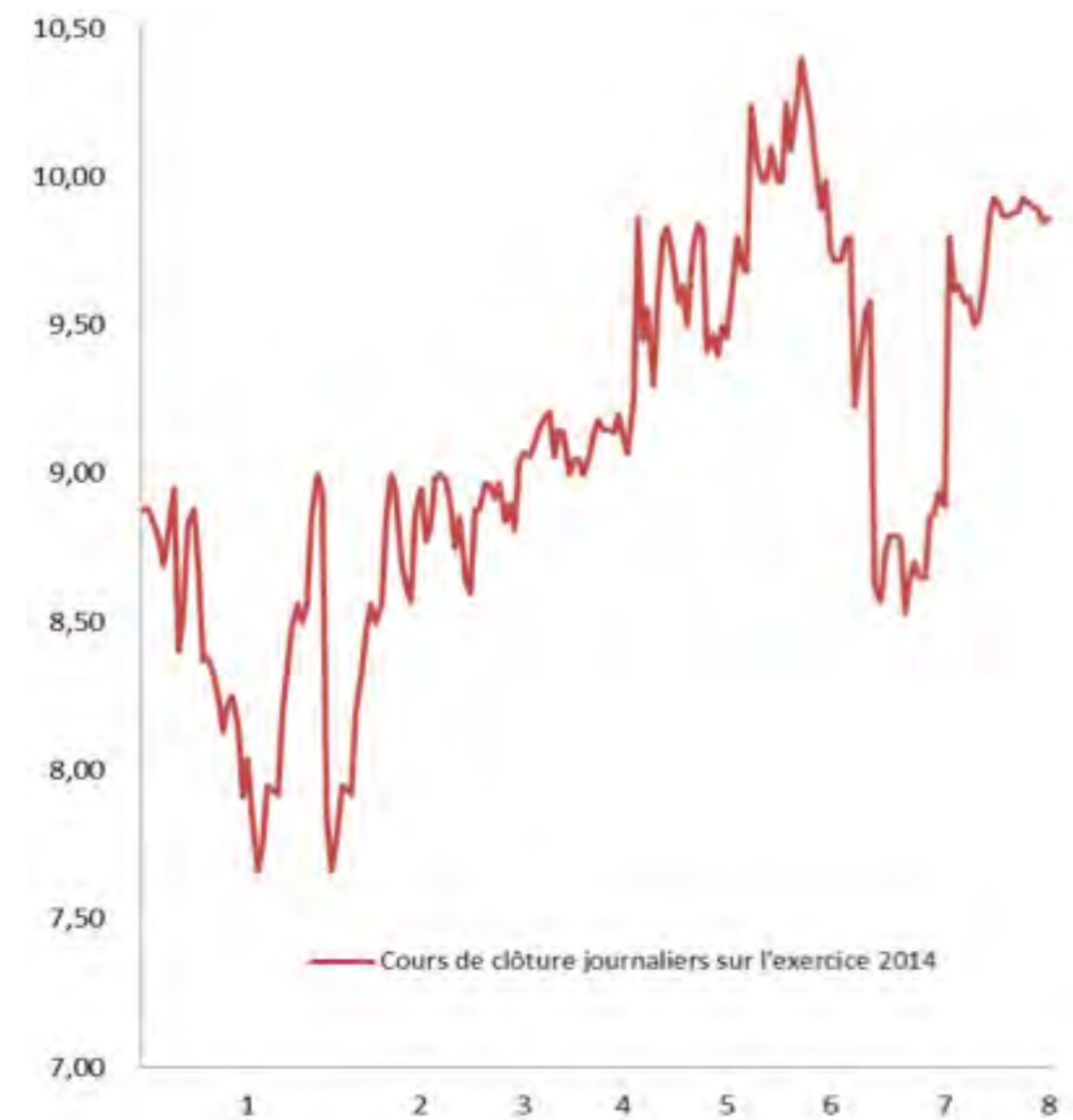
## L/ ÉVÈNEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Aucun élément n'est à reporter.

# VIE BOURSIÈRE

## 1. COURS DE L'ACTION ET VOLUME DES TRANSACTIONS

MEDICREA est cotée sur Alternext depuis le 29 juin 2006 (code ISIN FR0004178572 - ALMED). L'action a été introduite à 7,94 euros. Depuis le début 2014, le cours de Bourse a évolué comme suit :



## 2. STATISTIQUES BOURSIÈRES SUR LA PÉRIODE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014 AU 30 JUIN 2014

(Source : Euronext)

<i>En euros</i>	<i>Période du 01.01.2014 au 30.06.2014</i>
<b>Nombre d'actions</b>	8 481 305
<b>Cours le plus haut</b>	10,60
<b>Cours le plus bas</b>	7,05
<b>Cours moyen de la période</b>	9,04
<b>Cours au 30 juin 2014</b>	9,75
<b>Capitalisation boursière au 30 juin 2014</b>	82 692 723

## 3. ACTIONNARIAT

Le flottant représente plus de la moitié du capital du Groupe et l'actionnariat se répartit comme suit au 30 juin 2014, en pourcentage du capital et des droits de vote :

	<b>% du capital</b>	<b>% droits de vote</b>
<b>Fonds d'investissements</b>	<b>45,10%</b>	<b>36,50%</b>
<b>Fondateurs</b>	<b>25,65%</b>	<b>38,10%</b>
<i>Dont Denys Sournac</i>	<i>2,38%</i>	<i>3,50%</i>
<i>Dont Jean Philippe Caffiero</i>	<i>2,90%</i>	<i>4,27%</i>
<i>Dont ORCHARD</i>	<i>20,37%</i>	<i>30,33%</i>
<b>Business Angels</b>	<b>8,20%</b>	<b>9,05%</b>
<b>Salariés</b>	<b>1,49%</b>	<b>1,25%</b>
<b>Public</b>	<b>19,56%</b>	<b>15,10%</b>
<b>Total</b>	<b>100,00%</b>	<b>100,00%</b>

La société a réalisé fin avril 2014 sur la base d'un TPI une analyse détaillée de son actionnariat mettant en évidence les points suivants : le Groupe compte environ 2 500 actionnaires. Le 1er actionnaire est constitué des dirigeants fondateurs, détenant ensemble près de 26 % du capital. Le 2ème actionnaire le plus important, représenté par un fonds d'investissement, détient 6 % du capital. Les 10 plus gros actionnaires possèdent ensemble 61 % du capital. 80 % du capital est détenu par 35 actionnaires.

## SOURCES D'INFORMATIONS

L'ensemble des communiqués et documents financiers est disponible sur le site internet du Groupe à l'adresse url suivante : [www.medicrea.com](http://www.medicrea.com), ainsi que sur le site d'Alternext : [www.alternext.com](http://www.alternext.com) et sur le site d'Euronext : [www.euronext.com](http://www.euronext.com).

## CONTACTS

**Denys Sournac**, Président et Directeur Général

**Fabrice Kilfiger**, Directeur Administratif et Financier

Tél : + 33 (0)4 72 01 87 87

Email : [infofin@medicrea.com](mailto:infofin@medicrea.com)

# RAPPORT SEMESTRIEL 2014

COMPTES CONSOLIDÉS  
AU 30 JUIN 2014  
NORMES IFRS

**MEDICREA**<sup>®</sup>  
IMPROVE EVERY DAY | IMPROVE EVERY MOVE

SAGITTAL CODE